

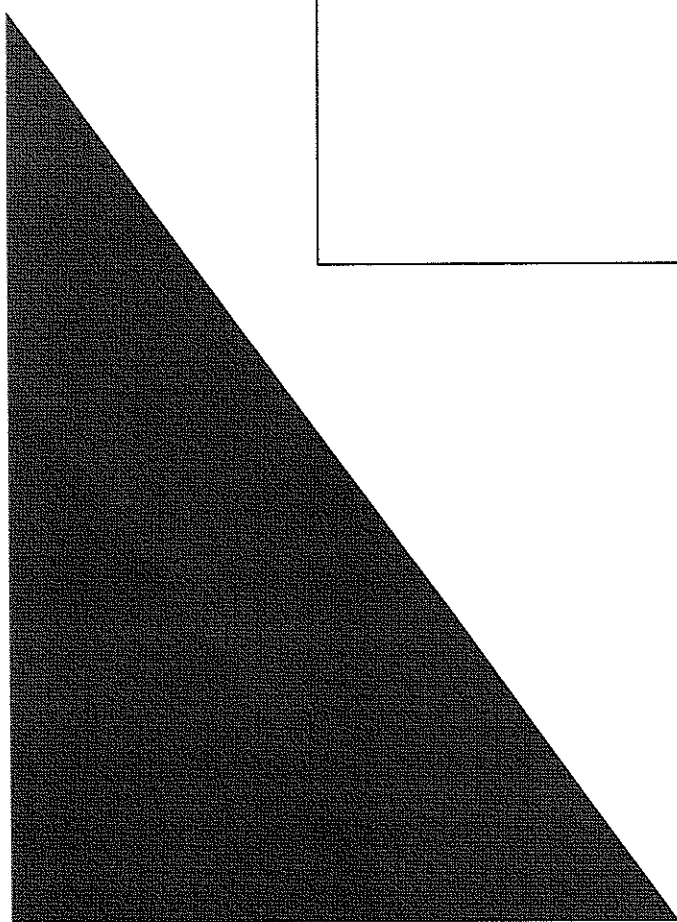


GROUPE L.D.C.

RAPPORT FINANCIER

Exercice

Du 1^{er} mars 2008 au 28 février 2009



RAPPORT FINANCIER 2008-2009

SOMMAIRE

- ↳ RAPPORT DE GESTION
- ↳ COMPTES CONSOLIDES ET ANNEXES
- ↳ RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES
- ↳ COMPTES SOCIAUX ET ANNEXES
- ↳ RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX
- ↳ DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES

RAPPORT DE GESTION

Rapport de Gestion 2008 / 2009



I - EVENEMENTS ET FAITS MARQUANTS

L'envolée du prix des céréales courant 2007 nous avait obligés à revoir notre politique tarifaire au cours de l'exercice 2007/2008. Nous avons attiré l'attention sur le fait que celles-ci seraient insuffisantes. Les résultats de l'activité volaille 2008-2009 le démontrent.

La consommation de volaille a été en retrait sur les trois premiers trimestres de l'exercice par manque d'opérations promotionnelles mais également confrontée à des viandes blanches de substitution meilleur marché.

La détente du prix des matières premières, principalement sur la fin de cet exercice et ce sans pour autant revenir à des niveaux antérieurs, devrait permettre aux produits de volaille de retrouver une certaine compétitivité.

Les premiers mois de l'année 2009 font apparaître un retour à la croissance des volumes.

Les résultats à l'international ont été impactés d'une part par une situation du marché de la volaille catastrophique en Espagne et par la disparition d'un site de production notamment de produits élaborés en Pologne.

Les activités traiteur n'ont pu répercuter dans leurs prix de vente les hausses des matières premières supportées sur cet exercice. Il en résulte une dégradation de la profitabilité.

Chiffres clés du groupe LDC

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice 2008/2009	Exercice 2007/2008
Chiffre d'affaires	1 948,5	1 831,2
Résultat opérationnel courant	61,3	73,8
Résultat net part du groupe	42,6	53,5
Capacité d'autofinancement	93,0	104,7

II - RESULTATS DU GROUPE

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés publiés au titre de l'exercice 2008/2009 sont établis suivant les normes IFRS en vigueur au 28 février 2009 telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Les méthodes comptables ont été appliquées de manière permanente aux périodes présentées et de manière uniforme pour l'ensemble des sociétés du groupe.

► Volaille

En France

Le chiffre d'affaires du groupe ressort à 1 344,2 M€ en croissance de + 4,6 %.

Pour cette même période, les volumes commercialisés s'élèvent à 317 852 T, soit - 1,2 % avec une évolution contrastée entre les deux semestres.

Les résultats de l'activité volaille (hors amont) sont en net retrait à 51,8 M€ contre 60,5 M€ traduisant ainsi la répercussion partielle de la hausse des coûts matière et de production.

Chiffres clés (en millions d'euros)
(hors amont)

	Exercice 2008-2009	Exercice 2007-2008
Tonnage commercialisé	317 852 T	321 709 T
Chiffre d'affaires	1 344,2	1 285,0
Résultat opérationnel courant	51,8	60,5
Marge opérationnelle	3,9 %	4,7 %

Le pôle Amont dégage un chiffre d'affaires de 204,9 M€ en forte croissance + 23,6 %. Celle-ci est tirée par les effets prix sur les ventes de céréales, de l'aliment, des volailles vivantes et d'une croissance forte sur l'activité œuf. Dans un résultat en forte augmentation, les activités agro négoce et œufs représentent la moitié de ce résultat, et son évolution trouve son origine dans le redressement de l'activité œuf devenue bénéficiaire.

A l'International

Chiffres clés (en millions d'euros)

	Exercice 2008-2009	Exercice 2007-2008
Tonnage commercialisé	76 346 T	94 713 T
Chiffre d'affaires	172,3	181,2
Résultat opérationnel courant	(- 3,0)	6,6
Marge opérationnelle	(-1,7 %)	3,6 %

Pologne

Un incendie (fin janvier 2008) a totalement détruit un site industriel du groupe Drosed comportant des activités d'abattage, découpe de poulet et la fabrication de charcuterie de volaille.

Cet événement majeur nous a contraints, hormis les transferts réalisés sur deux autres sites, à réduire les activités de transformation de poulet. Par contre, nous avons totalement conservé notre clientèle en ce qui concerne les produits élaborés en mettant en place des activités de sous-traitance avec d'autres entreprises polonaises.

Globalement, les volumes commercialisés sont en retrait de - 23,8 %.

Un marché du poulet difficile dans le premier semestre et une marge affectée sur nos produits élaborés ont pesé sur la rentabilité de cet exercice qui se clôture par une perte de 0,8 M€.

Espagne

Durant cette année 2008, le marché avicole espagnol aura connu une de ses plus mauvaises années sur les 25 dernières. Si la perte enregistrée est significative - 2,2 M€, les résultats du quatrième trimestre sont à l'équilibre.

► **Traiteur**

Les résultats de ce pôle ne sont pas à la hauteur de nos objectifs. Malgré tous les efforts déployés, les hausses matières n'ont pu être répercutées et la marge d'exploitation n'a pu être maintenue.

Chiffres clés (en millions d'euros)

	Exercice 2008/2009	Exercice 2007/2008
Tonnage	42 319 T	38 346 T
Chiffre d'affaires	227,1	199,1
Résultat opérationnel courant	4,2	6,6
Marge opérationnelle	1,8 %	3,3 %

III - STRUCTURE FINANCIERE ET INVESTISSEMENTS

La structure financière du groupe s'est améliorée avec des capitaux propres part du groupe de 488,3 M€ contre 460,8 M€.

Bien qu'en légère régression, la capacité d'autofinancement ressort à 93 M€ contre 104,7 M€ et représente 4,8 % du chiffre d'affaires.

Cette capacité d'autofinancement a permis de financer des investissements industriels de 54,4 M€.

Au 28 février 2009, l'excédent net de trésorerie ressort à 121,9 M€ contre 100,3 M€ à la clôture de l'exercice précédent. Cette situation est très favorable dans le contexte économique et financier actuel.

IV - Evénements postérieurs à la clôture

Fin janvier 2009, le groupe LDC a signé avec les dirigeants de la société Valentin Traiteur l'acquisition de la société ENTR'ACTE avec, dans un premier temps, une prise de majorité en vue de l'acquisition des 100 % avant la fin de l'année 2009.

Cette société dispose d'un site de production situé en région parisienne et est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de sandwiches notamment sous marque distributeur.

Chiffres clés 2008 (Normes IFRS)

. Chiffre d'affaires	24,5 M€
. Résultat d'exploitation	1,4 M€
. Capitaux propres	2,1 M€
. Endettement	2,0 M€
. Effectif	170 personnes

Cette société n'a pas contribué aux comptes consolidés au 28.2.09.

Depuis le 23 avril 2009, le groupe LDC est entré en négociation exclusive avec les actionnaires du groupe ARRIVÉ en vue de mener à bien le projet d'acquisition de ce groupe. La signature du contrat d'acquisition sera réalisée le 25 mai 2009.

Ce groupe est présent en volaille (75 % de l'activité) et dans la nutrition animale (25 %). Il dispose de 11 sites de production en France et d'une marque « Maître Coq », disposant d'une notoriété assistée de 56 %.

Le projet d'acquisition porte sur 100 % des activités du groupe. Cependant, un droit de préemption existe pour une partie de l'activité (de l'ordre de 100 M€ de chiffre d'affaires) et ce dossier doit recevoir l'accord de l'Autorité de la Concurrence.

Des discussions vont être engagées avec la Coopérative Interdépartementale des Aviculteurs du Bocage (CIAB) pour définir l'organisation de l'activité Nutrition Animale (149 M€ de chiffre d'affaires).

Chiffres clés 2008 (Normes IFRS)

. Chiffre d'affaires	561 M€
. Résultat d'exploitation	3,0 M€
. Capitaux propres	51,9 M€
. Endettement	47,7 M€
. Effectif	2 835 personnes

Après la signature d'une lettre d'intention le 19 novembre 2008 et la réalisation des audits, le groupe LDC doit pouvoir concrétiser dans les mois qui viennent l'acquisition du groupe TARCZYNSKI en Pologne.

Ce groupe dispose de deux outils dont un très récent et utilisant des techniques industrielles modernes. Il est spécialisé dans la fabrication de produits élaborés à base de porc et volaille et réalise ses opérations commerciales auprès de grandes enseignes.

Chiffres clés 2008

. Chiffre d'affaires	65,6 M€
. Résultat d'exploitation	1,9 M€
. Capitaux propres	12,4 M€
. Endettement	13,6 M€
. Effectif	750 personnes

V - Perspectives

L'activité volaille doit renouer avec la croissance en volume tout en accusant un fléchissement en valeur suite à la répercussion de la baisse du prix de notre matière dans nos tarifs. Certains coûts de production devraient se stabiliser. Cette situation peut nous permettre d'envisager de nous fixer un objectif de marge opérationnelle au-dessus de 4 % à périmètre constant.

En Pologne, la reconstruction d'un site industriel a débuté au printemps pour être opérationnel en fin d'année. Le marché de la volaille dans ce pays semble mieux orienté en ce début d'année. Les résultats des premiers mois de 2009 sont encourageants.

Des mesures significatives (fusion, regroupement des activités sur un seul site, aménagement des effectifs) ont été prises courant 2008 en Espagne sans que l'on puisse en

percevoir les effets compte tenu de la situation de marché. Dans un contexte d'activité dit normal, l'Espagne doit retrouver le chemin des profits.

En ce début d'exercice, les activités du pôle traiteur sont en croissance en volume. La reconstitution de la marge est en cours. Cette évolution demande à être confirmée dans le second semestre.

Globalement, le résultat opérationnel courant du groupe devrait connaître, pour l'exercice 2009/2010, une croissance principalement tirée par le retour au profit du pôle international et un pôle volaille qui doit améliorer sa rentabilité. Le groupe s'est fixé un objectif de résultat opérationnel courant de l'ordre de 75 M€, celui-ci étant conditionné à une stabilité du prix des matières premières.

La réussite d'éventuelles opérations de croissance externe, hormis le dynamisme qu'elles doivent apporter, pourrait partiellement accroître cette évolution.

VI - RESULTATS DE LA SA LDC

Les activités de la société SA LDC consistent en la gestion de toutes les participations financières détenues et l'exercice d'une animation de groupe.

Différentes conventions ont été signées avec les sociétés filiales exerçant en France et à l'étranger. Ces refacturations s'appuient sur :

- des prestations d'encadrement
- « « de management
- « « média
- des redevances de marque

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2008/2009 s'élève à 10 003 K€ contre 10 621 K€, en diminution de 5,8 %.

Le résultat d'exploitation est positif de 212 K€.

Le résultat financier s'élève à 22 814 K€ contre 27 855 K€. Sur cet exercice, il a été constaté l'abandon du compte courant au profit de notre filiale espagnole pour un montant de 4 500 K€.

Le résultat net s'élève à 21 536 K€.

Nous vous rappelons que, pour les trois exercices précédents, les dividendes mis en distribution ont été les suivants :

Exercice	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction	Nombre d'actions
	Dividendes	Autres revenus distribués		
2005/2006	10.196.722,50 €	néant	néant	8.157.378
2006/2007	10.196.722,50 €	néant	néant	8.157.378
2007/2008	12.236.067,00 €	néant	Néant	8.157.378

Nous vous informons que les dépenses visées à l'article 39-4 s'élèvent à 19 794 € et l'impôt s'y rapportant à 6 797 €. Elles correspondent à des amortissements excédentaires sur les véhicules de tourisme.

VII.- Données Sociales - Environnementales - Recherche & Développement - Facteurs de risques

LE GROUPE LDC DANS LE DOMAINE SOCIAL

Les collaborateurs

Répartition de l'effectif	
Ouvriers-employés	10 785
Agents de maîtrise	695
Cadres	390
Total	11870

1 833 salariés travaillent en Pologne et en Espagne, soit 15,4 % du personnel total du Groupe LDC.

Les femmes représentent 52 % de l'effectif.

L'harmonisation des pratiques sociales sur les différents sites et filiales se poursuit au travers d'un socle composé par :

- Une protection sociale des salariés et de leur famille : Mutuelle Groupe et Prévoyance Groupe.
- Un plan d'épargne entreprise pour gérer les sommes issues de la participation, de l'intéressement voire de versements volontaires.

Pour l'exercice 2008-2009, le Groupe LDC a pris la décision de développer l'accès à l'actionnariat en donnant la possibilité à tous les salariés d'être actionnaires au travers du fonds LDC Actions, support du P.E.E., avec la mise en place d'un intéressement exceptionnel accompagné d'un abondement spécifique.

75 % des salariés sont aujourd'hui actionnaires de l'entreprise.

Par ailleurs, les sommes de participation et d'intéressement redistribuées ont représenté 12 508 K€ contre 12 012 K€ en 2007-2008.

« Productivité et Qualité, mais pas au détriment de la SANTE »

C'est dans ces termes que le Groupe poursuit l'amélioration des conditions de travail au travers du thème SANTE et SECURITE.

Chaque usine du Groupe favorise les actions de Prévention à tous les niveaux et à toutes les étapes des processus de transformation dans le respect des Accords Santé et Sécurité de convention nationale d'objectifs et de la charte de partenariat signé avec la CNAMTS conclus au niveau conventionnel. C'est ainsi que les accidents de travail ont baissé de 10 % et que les déclarations de maladies professionnelles se sont stabilisées.

LDC avait pris l'engagement en 2006 d'embaucher plus de travailleurs handicapés. En 2008-2009, le Groupe est à 82 % de son obligation légale contre 55 % en 2006. L'objectif est d'atteindre 100 % en 2010-2011.

Enfin, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences se caractérise par le référentiel métiers, les entretiens d'évaluation et professionnels. Une gestion active et cohérente de la formation, en lien avec les compétences attendues pour l'avenir, accompagne les projets de développement du Groupe.

LE GROUPE LDC ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

En 2008, le groupe a confirmé son engagement en matière de développement durable en menant des actions limitant l'impact de son activité sur l'environnement.

Pôle Amont

Maîtrise des consommations d'énergie

Suite au diagnostic énergétique des bâtiments avicoles engagé l'année dernière, le Groupe continue de promouvoir la mise en place de technologies innovantes permettant de réduire les consommations d'énergie telles que l'aérothermie et le chauffage bois.

Le Groupe s'est fixé pour objectif de réduire de 20% la consommation d'énergie des bâtiments d'élevage d'ici fin 2010. Actuellement, celle-ci s'élève à 8 kg de gaz naturel /m²/an.

Première collecte de fûts plastiques

Dans le cadre des actions de sensibilisation prévues l'année dernière, une collecte des fûts plastiques a été organisée le 20 novembre 2008. Grâce à la mobilisation de 82 éleveurs et au soutien de la Chambre d'Agriculture et de la FDSEA 72, plus de 2,4 tonnes ont été collectés sur cinq sites du pôle Amont. Celles-ci ont été orientées vers une filière de recyclage pour être transformés en matériaux isolants, nouveaux emballages ou autres récipients.

Pôle Volaille

Energies renouvelables

Le Groupe étudie, pour chaque projet d'agrandissement ou de réaménagement, la possibilité d'intégrer des techniques faisant appel aux énergies renouvelables comme l'installation de panneaux photovoltaïques.

D'autre part, sur les sites de Sablé sur Sarthe, un projet est en cours de finalisation pour permettre de transformer le biogaz produit par la station d'épuration en électricité.

Bilan Carbone

Le Groupe LDC a remis à jour le bilan carbone d'un abattoir de volailles label, dans la continuité de sa démarche initiée dès 2002 en partenariat avec l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie). Ce bilan a permis de mesurer les effets des actions déjà mises en place mais aussi d'identifier de nouveaux axes de réduction des impacts de l'activité sur l'environnement.

Pôle Traiteur

Diagnostic « Prévention des emballages »

En 2008, une démarche a été engagée pour réduire la consommation d'emballages dans l'ensemble du groupe. Un audit a été effectué sur le site de Saint Nolff (56). Le site étudie la faisabilité de mise en œuvre des optimisations identifiées notamment au niveau de la réduction du poids des emballages.

Economies d'eau

Depuis plusieurs années, des actions sont menées sur les sites du Groupe pour réduire la consommation d'eau et préserver ainsi cette ressource. Les efforts consentis au

niveau des procédés de fabrication et du nettoyage ont permis de réduire de plus de 6% les consommations d'eau en deux ans.

LE GROUPE LDC EN MATIERE DE RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

La R&D est stratégique pour le groupe. Une organisation nouvelle a été mise en place et commence à montrer des premiers résultats encourageants.

Le but est de contribuer de façon active et coordonnée à l'amélioration des connaissances dans le domaine particulier de l'agro-alimentaire, d'anticiper l'évolution des techniques, les demandes des consommateurs, les normes et règlements...

Les recherches ambitionnent de déboucher sur les alimentations du futur. A plus court terme, elles visent à produire des produits bons, sains, pratiques, respectueux de l'environnement et accessibles au plus grand nombre en terme de prix.

3 grands axes sont privilégiés :

⇒ La Sécurité alimentaire : la nutrition, la microbiologie et l'éventuel risque de toxicologie.

⇒ La Qualité des produits : évaluation sensorielle (le visuel, la texture, le goût).

⇒ Le conditionnement : l'influence des gaz, les propriétés des emballages.

Les programmes les plus lourds, susceptibles de déboucher sur des ruptures technologiques ou scientifiques, impliquent des coopérations avec des pôles de compétitivité régionaux et des collaborations avec des spécialistes privés et universitaires.

Cependant, l'organisation transversale qui se met en place, continuera de protéger les initiatives des filiales plutôt orientées vers des développements spécifiques prenant en compte des exigences et des compétences locales.

LE GROUPE LDC ET LES FACTEURS DE RISQUES

Risques sur les approvisionnements

Le résultat du Groupe LDC peut être affecté par la fluctuation du prix des matières premières. La volatilité du cours des céréales due à l'intensification des échanges mondiaux et aux variations climatiques influence l'activité du Groupe. L'intégration d'une partie de la filière Amont permet au groupe de limiter ce risque.

Risques commerciaux

Le Groupe LDC propose une large gamme de produits pour tous les secteurs de distribution GMS, hard discount, RHD, collectivités, PAI.

Au cours des récentes crises, le Groupe LDC a su démontrer la force de son modèle et conserver sa clientèle en s'appuyant notamment sur :

- la qualité de ses produits
- ses garanties en matière de sécurité alimentaire et de traçabilité
- la notoriété de ses marques Loué et Le Gaulois

- le respect de ses engagements vis-à-vis de ses clients, fournisseurs et collaborateurs.

Risques industriels

Le Groupe dispose de 31 sites de production en France, 2 en Espagne et 3 en Pologne. Nos sites industriels sont régulièrement audités dans les domaines de la sécurité et de la protection.

Une cartographie des risques sur les principaux sites est établie annuellement.

Risques sanitaires

Le Groupe LDC veille en permanence à la qualité de ses produits. Cette démarche passe par une sélection stricte des fournisseurs, de la traçabilité des produits et des analyses laboratoires à toutes les étapes de la fabrication.

Risques environnementaux et externes

Certains sites du Groupe sont soumis aux réglementations des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). Le Groupe veille au respect des déclarations obligatoires et à l'obtention des autorisations nécessaires.

En matière de pollution, le Groupe dispose d'un service « Environnement » qui, grâce à l'utilisation d'indicateurs, assure le suivi de l'impact de l'activité sur l'environnement.

Risques informatiques

De nombreux risques sont liés aux systèmes informatiques. La sécurisation des données et l'accessibilité des systèmes sont assurées par le service informatique du Groupe. De plus, ce service veille à la sécurité globale du système contre les risques d'intrusion et de piratage. La plupart des logiciels sont développés en interne et sont adaptés aux besoins de l'exploitation.

VIII - STRUCTURE DU CAPITAL ET OPERATIONS AFFERENTES AUX ACTIONS

A la date du 14.05.2009, le capital de la société LDC est composé de 8 157 378 actions (nominal 0,8 €) ainsi réparties :

	Nombre d'actions	%	Droits de vote	%
Famille Lambert	3 432 666	42,08	6 811 576	48,20
Famille Chancereul	1 511 637	18,53	3 022 844	21,39
Famille Huttepain	813 833	9,98	1 626 142	11,51
Famille Guillet	346 650	4,25	681 712	4,82
Actions auto-détenues	120 707	1,48	/	/
Public et autres nominatifs	1 931 885	23,68	1 990 277	14,08
	8 157 378	100 %	14 132 551	100 %

Au cours de l'exercice 2008/2009, la société a mis en œuvre son programme de rachat d'actions conformément aux décisions prises à l'Assemblée Générale du 13 août 2008.

Au 28 février 2009 :

- Le nombre d'actions détenues sur le compte de liquidité était de 4 179.
- LDC détenait 115 900 actions (hors contrat de liquidités) soit 1,42 % du capital représentant une valeur d'achat de 5,55 M€.

Actions d'autocontrôle	Nombre de titres	Montant (en K€)
Au 29 février 2008	80 964	3 478
Acquisitions dans le cadre du contrat de rachat d'actions	34 936	2 072
Au 28 février 2009	115 900	5 550

En tenant compte des actions propres détenues par l'intermédiaire du contrat de liquidité, le nombre de titres détenus en autocontrôle s'élevait à 120 707 au 14 mai 2009.

Le directoire du 22 mai 2008 a décidé de mettre en œuvre le plan d'attribution d'actions gratuites décidé par l'Assemblée Générale extraordinaire du 18 août 2005 et d'attribuer 9 500 actions existantes que la société LDC détient dans le cadre du plan de rachat d'actions.

Les engagements collectifs de conservation d'actions entre les actionnaires des groupes familiaux LAMBERT - CHANCEREUL - GUILLET et HUTTEPAIN dans le cadre des dispositions fiscales de faveur instituée par la « loi DUTREIL » du 1^{er} août 2003 se sont poursuivis.

Ces conventions ont fait l'objet d'une communication à l'AMF.

Le pacte d'actionnaires conclu entre les principaux actionnaires des groupes familiaux - LAMBERT - CHANCEREUL - GUILLET et HUTTEPAIN constitutif d'une action de concert est toujours en application. Les actionnaires faisant partie de l'action de concert détiennent plus des deux tiers du capital social et des droits de vote.

Tableau récapitulatif des délégations ⁽¹⁾

	Date de l'AGE	Date d'expiration de la délégation	Montant autorisé	Augmentation(s) / Attribution (s) réalisées les exercices précédents	Augmentation(s) / Attribution(s) réalisées au cours de l'exercice	Montant résiduel
Autorisation d'augmenter le capital avec suppression du DPS en faveur des adhérents d'un PEE	23 août 2007	23 octobre 2010	1 % du capital social	Néant	Néant	1 % du capital social
Autorisation en vue d'octroyer des options de souscription	23 août 2007	23 octobre 2010	120 000	Néant	Néant	120 000
Autorisation d'attribuer des actions gratuites existantes	18 août 2005	18 octobre 2008	1 % du capital social	Néant	9 500	0
	13 août 2008	13 octobre 2011	80 000	Néant	Néant	80 000

(1) Hors programme de rachat d'actions

Le Conseil de Surveillance du 22 novembre 2007 a décidé que 35 % des actions acquises en matière de stock options ou d'attribution d'actions gratuites doivent être conservées au nominatif jusqu'à la cessation de fonction des mandataires sociaux.

IX.- Organes de direction et de surveillance

La société LDC est composée d'un Directoire et d'un Conseil de surveillance, cette forme de société permettant de dissocier les fonctions de gestion et de direction de celles de contrôle.

En outre, la société est dotée d'un comité de direction de huit membres dans lequel sont présents les directeurs de pôle et les directeurs des principales fonctions transversales.

Lors de sa réunion du 20 novembre 2008, le Conseil de Surveillance a pris connaissance des recommandations AFEP-MEDEF du 6 octobre 2008 sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées. Il considère que ces recommandations s'inscrivent dans la démarche de gouvernement d'entreprise de la société LDC.

En conséquence, en application de la loi du 3 juillet 2008 transposant la directive communautaire 2006/46/CE du 14 juin 2006, le code AFEP-MEDEF ainsi modifié est celui auquel se réfère la société pour l'élaboration du rapport prévu à l'article L.225-68 du code de commerce à compter de cet exercice.

Composition du directoire au 28 février 2009 :

- **Monsieur Denis LAMBERT**
- Président du directoire SA LDC

Autres mandats :

- Président SAS LDC Sablé
- « SAS LDC Volaille
- « SAS Les Fermiers de l'Ardèche
- « SAS LDC Traiteur
- « SAS BRESDI
- « SAS CELVIA
- « SAS PROCANAR
- « SAS CELTYS
- « SAS COGERO
- Membre du Conseil de surveillance : SA DROSED, SA ROLDROB et SA DROSED SUROWIEC
- Membre du Conseil d'Administration de AVES LDC ESPAÑA
- Co-gérant Société Civile Rémy Lambert
- Administrateur de la Société Civile DSRL
- Administrateur Vice-Président : Syndicat Association Syvol
- Administrateur : Syndicat Association FIA
- Gérant de la SARL Tom Pain

Rémunérations brutes et avantages de toute nature versés au cours de l'exercice au sein du groupe : 237 709 € rémunération variable comprise. Le Directoire du 22 mai 2008 a alloué 500 actions gratuites au cours de 67,60 € sous conditions de présence et de performance et ce à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la date d'attribution.

- **Monsieur Thierry CHANCEREUL**
- Membre du directoire SA LDC

Autres mandats :

- Président SAS LDC Aquitaine
- « SAS LDC Bourgogne
- « SAS PALMID'OR

Rémunérations brutes et avantages de toute nature versés au cours de l'exercice au sein du groupe : 171 400 € rémunération variable comprise. Le Directoire du 22 mai 2008 a alloué 500 actions gratuites au cours de 67,60 € sous conditions de présence et de performance et ce à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la date d'attribution.

- **Monsieur Philippe GUILLET**
- Membre du directoire SA LDC

Autres mandats :

- Président SAS LDC Bretagne
- « SAS VOLABRAYE
- « SAS SERVAIS
- « SAS SOCIETE NORMANDE DE VOLAILLE
- « SAS B.N.I.
- « SAS SERVAIS Import/Export
- « CICAR
- Gérant associé SC LAZULI

Rémunérations brutes et avantages de toute nature versés au cours de l'exercice au sein du groupe : 169 500 € rémunération variable comprise. Le Directoire du 22 mai 2008 a alloué 1 500 actions gratuites au cours de 67,60 € sous conditions de présence et de performance et ce à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la date d'attribution.

- **Monsieur Gilles HUTTEPAIN**
- Membre du directoire SA LDC

Autres mandats :

- Président SAS Huttepain Aliments
- Vice Président du directoire SA DROSED
- Président SAS ARDEVOL
- « SAS SOVOPA
- « SA L'ŒUF LANDAIS
- « SAS CABRI PRODUCTION
- Représentant de la SASU Huttepain Aliments au Conseil d'administration de la SA Maine Porcs
- Président du Conseil d'administration AVES LDC ESPAÑA
- Président du Conseil d'administration AVILAVES GREDOS
- Président du Conseil d'administration SA SAIZ

Rémunérations brutes et avantages de toute nature versés au cours de l'exercice au sein du groupe : 185 533 € rémunération variable comprise. Le Directoire du 22 mai 2008 a alloué 1 500 actions gratuites au cours de 67,60 € sous conditions de présence et de performance et ce à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la date d'attribution.

- **Monsieur Christophe LAMBERT**
- Membre du directoire SA LDC

Autres mandats :

- Président SAS CAVOL
- Co-gérant de la Société Civile DSRL

Rémunérations brutes et avantages de toute nature versés au cours de l'exercice au sein du groupe : 177 250 € rémunération variable comprise. Le Directoire du 22 mai 2008 a alloué 500 actions gratuites au cours de 67,60 € sous conditions de présence et de performance et ce à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la date d'attribution.

- **Monsieur Jean-Louis LAMBERT**
- Membre du directoire SA LDC

Autres mandats :

- Co-gérant de la Société Civile Rémy Lambert
- Gérant Société Civile Immobilière du Pré de Farache
- Administrateur SA SAIZ

Rémunérations brutes, indemnités et avantages de toute nature versés au cours de l'exercice au sein du groupe : 236 607 € rémunération variable comprise.

Monsieur Jean-Louis LAMBERT a informé le Directoire de sa démission avec effet au 01/03/2009.

- **Monsieur Thierry LAMBERT**
- Membre du directoire SA LDC

Autres mandats :

- Président SAS LDC Bourgogne Distribution
- Co-gérant de la Société Civile DSRL

Rémunérations brutes et avantages de toute nature versés au cours de l'exercice au sein du groupe : 144 880 € rémunération variable comprise. Le Directoire du 22 mai 2008 a alloué 500 actions gratuites au cours de 67,60 € sous conditions de présence et de performance et ce à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la date d'attribution.

Les rémunérations variables des membres du directoire évoluent en fonction des résultats du groupe et des responsabilités qui incombent à chacun d'entre eux.

Composition du Conseil de Surveillance au 28 février 2009

- **Monsieur Gérard CHANCEREUL**
- Président du Conseil de Surveillance SA LDC

Autres mandats :

- Président du Conseil de Surveillance DROSED (Pologne)
- « « « ROLDROB (Pologne)
- « « « DROSED SUROWIEC (Pologne)
- Co-gérant - Société Civile Patrimoniale La Vairie
- Co-gérant - Société Civile Patrimoniale Les Isles
- Administrateur SA SAIZ

Indemnités et jetons de présence perçus au cours de l'exercice : 48 480 €.

- **Monsieur Pierre POUJADE**
- Vice-Président du Conseil de Surveillance SA LDC

Autres mandats :

- Co-gérant - SCP Pujade Pierre et Pujade Françoise

- Co-gérant - SCI Pierre et Françoise Pougade
- Co-gérant - SCI du Domaine de Selves
- Co-gérant - SCI Rémy

Jetons de présence perçus au titre de l'exercice : 2 700 €.

- **Monsieur Patrice CHANCEREUL**
- Membre du Conseil de Surveillance SA LDC

Autres mandats : néant

Jetons de présence perçus au titre de l'exercice : 1 350 €.

- **Monsieur Gérard GUILLET**
- Membre du Conseil de Surveillance SA LDC

Autres mandats :

- Gérant SCI Laine Laroche
- Gérant SCP La Grange

Jetons de présence perçus au titre de l'exercice : 2 700 €.

- **Madame Stéphanie LAURENT**
- Membre du Conseil de Surveillance SA LDC

Autres mandats : néant.

Jetons de présence perçus au titre de l'exercice : 2 250 €.

- **Monsieur Jean-Paul SABET**
- Membre du Conseil de Surveillance SA LDC

Autres mandats :

- Administrateur - BNP Paribas Développement
- Membre du conseil de surveillance - BNP Paribas Private Equity
- Directeur général délégué - Société de Participations Immobilières
- Administrateur - Southern Star

Jetons de présence perçus au titre de l'exercice : 450 €.

- **La « Société Civile Rémy Lambert »**
- Représentée par Madame Simone LAMBERT
- Membre du Conseil de Surveillance SA LDC

Madame Simone LAMBERT
Représentante de la « Société Civile Rémy Lambert »

Le Conseil de Surveillance du 12 mars 2009 a agréé Monsieur Jean-Louis Lambert en remplacement de Madame Simone Lambert et ce pour la durée du mandat restant à courir de la Société Civile Rémy Lambert.

Autres mandats :

- Gérante SC Rémy Lambert

- Gérante SCI Lambert Frères
- Gérante SCI Lambert La Mouette

Jetons de présence perçus au titre de l'exercice : 2 700 €.

- Monsieur Jean-Claude CHAUVET
- Membre du Conseil de Surveillance SA LDC

Autres mandats :

- Co-gérant de la Société Civile STREGINO Angers I
- Co-gérant de la Société Civile STREGINO Angers II

Jetons de présence perçus au titre de l'exercice : 2 250 €.

- La « Société CAFEL »
- Représentée par Monsieur Alain ALLINANT
- Membre du Conseil de Surveillance SA LDC

Autres mandats :

- Président de la CAFEL
- Co-gérant SCI La Frontaulière
- Co-gérant SCEA Allinant

Jetons de présence perçus au titre de l'exercice : 2 700 €.

X.- Affectation du résultat

Il vous est proposé d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice s'élevant à 21 535 864,93 Euros de la manière suivante :

- Distribution d'un dividende aux actionnaires de	10 604 591,40 €
- Affectation à la réserve ordinaire	10 931 273,53 €
Ensemble égal à	21 535 864,93 €

Le dividende global revenant à chaque action est ainsi fixé à 1,30 €.

L'intégralité du dividende est éligible à la réfaction de 40 % tel que prévu par l'article 158-3-2° du CGI.

La mise en paiement des dividendes est prévue à compter du 26 août 2009.

Conformément aux dispositions de la loi de finances pour 2008 (2007-1822 du 24 décembre 2007), la faculté est offerte aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, dont les dividendes perçus sont éligibles à cette réfaction, d'opter pour l'assujettissement de ces revenus à un prélèvement forfaitaire libératoire de 18 %.

Cette option doit être effectuée lors de chaque encaissement. Elle est irrévocable et ne peut être exercée a posteriori.

XI.- Autorisation de mettre en place un programme de rachat d'actions et de réduire le capital par annulation d'actions autodétenues (L. 225-209)

Nous vous proposons de conférer au directoire, pour une période de dix huit mois, les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la société dans la limite de 400.000 actions.

Cette autorisation mettrait fin à l'autorisation donnée au Directoire par l'Assemblée Générale du 13 Août 2008.

Les acquisitions pourront être effectuées en vue de :

- Assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action « L.D.C. » par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie admise par l'AMF,
- Conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société,
- Assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, au titre d'un plan d'épargne entreprise ou par attribution gratuite d'actions,
- Assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- Procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, sous réserve de l'autorisation à conférer par la présente assemblée générale des actionnaires dans sa neuvième résolution à caractère extraordinaire.

Nous vous proposons de fixer le prix maximum d'achat à 120 Euros par action.

En conséquence de l'objectif d'annulation, nous vous demandons de bien vouloir autoriser le directoire, pour une durée de 24 mois, à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital, les actions que la société détient ou pourra détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre de son programme de rachat et à réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le directoire disposerait donc des pouvoirs nécessaires pour faire le nécessaire en pareille matière.

XII.- Les salariés

A la clôture de l'exercice, la participation des salariés telle que définie à l'article L. 225-102 du Code de commerce représentait 0,5 % du capital social de la société.

XIII.- Les conventions réglementées

Nous vous demandons d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce régulièrement autorisées par le conseil de surveillance.

Vos commissaires aux comptes vous les présentent et vous donnent à leur sujet toutes les informations requises dans leur rapport spécial qui sera lu dans quelques instants.

XIV.- Activités des filiales consolidées

14.1 Prises de participation significatives dans des sociétés ayant leur siège en France

La société LDC a procédé en 2008-2009 par l'intermédiaire de ses filiales SAS LDC Traiteur et SAS LDC Volaille à des prises de participation significatives dans des sociétés ayant leur siège en France :

SOCIETES	% PARTICIPATION	SIEGE	N° SIREN	SECTEUR	ACTIVITE
S.A.S. Daniel Loiseau Gamme (DLG)	100 %	6 rue du Moulin à Cailloux 94577 ORLY	333436418	Traiteur	Commercialisation de plats cuisinés à destination de la Restauration Hors Domicile
S.A.S. COGERO ⁽¹⁾	100 %	16 bd des Capucines 85190 MACHÉ	384603643	Volaille	Holding

(1) COGERO détient 100 % des titres des sociétés Cailles Robin, Rocvent, Cailles du Léman qui ont pour activité la génétique, l'élevage, l'abattage, la transformation et la commercialisation de cailles et pigeons.

14.2 Activités

(en milliers d'euros)

FILIALES	METHODE DE CONSOLIDATION	% INTERET	CHIFFRE D'AFFAIRES	RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	RESULTAT NET COMPTABLE
S.A.S. LDC VOLAILLE	I.G.	100 %	-	22 539,7	22 443,1
S.A.S. LDC SABLE	I.G.	100 %	543 847,3	23 451,4	8 155,0
S.A.S. CAVOL	I.G.	100 %	103 141,7	911,5	403,3
S.A.S. LDC BOURGOGNE	I.G.	100 %	182 110,3	4 653,9	2 797,6
S.A.S. GUILLET	I.G.	99,64 %	87 724,4	-193,1	-670,4
S.A.S. LDC BRETAGNE	I.G.	100 %	32 707,0	2 853,8	1 834,7
S.A.S. LDC AQUITAINE	I.G.	97,91 %	70 167,5	1 860,3	1 112,1
S.A.S. PALMID'OR	I.G.	100 %	33 553,3	-316,4	-331,7
S.A.S. SOCIETE NORMANDE DE VOLAILLE	I.G.	100 %	261 303,3	8 634,8	4 565,6
S.A.S. LES FERMIERS DE L'ARDECHE	I.G.	100 %	29 056,3	1 183,2	616,5
S.A.S. GUILLOT COBREDA	I.G.	100 %	27 441,3	1 573,3	1 009,4
S.A.S. SERVAIS	I.G.	100 %	22 823,6	1 548,5	998,2

S.A.S. STAM-POÏRAUD	I.G.	100 %	35 044,1	348,6	361,7
S.A.S. SERVAIS I.E.	I.G.	100 %	14 121,3	588,3	361,9
S.A.S. VOLABRAYE	I.G.	100 %	62 223,5	1 960,9	1 240,3
S.A.S. LDC BOURGOGNE DISTRIBUTION	I.G.	100 %	-	-25,6	-17,3
S.A.S. PROCANAR	I.G.	100 %	105 019,3	335,0	133,2
S.A.S. CELTYS	I.G.	100 %	53 542,2	-995,9	-407,9
S.A.S. CHAPON BRESSAN	I.G.	100 %	3 775,7	62,4	35,9
S.A.S. CELVIA	I.G.	100 %	95 400,6	1 637,1	1 279,7
S.A.S. BNI	I.G.	100 %	9 511,9	141,9	43,1
S.A.S. BRES DI	I.G.	100 %	21 295,8	-427,2	-309,9
S.A.S. MAIRET	I.G.	100 %	12 599,1	1 654,2	1 091,8
S.A.S. COGERO	I.G.	100 %	-	593,5	566,5
S.A.S. CAILLES ROBIN	I.G.	100 %	9 392,5	48,7	54,3
S.A.R.L. ROCVENT	I.G.	100 %	3 658,6	712,5	439,4
S.A.R.L. LA CAILLE DU LEMAN	I.G.	100 %	290,8	7,1	9,4
S.A.S. LDC TRAITEUR	I.G.	100 %	-	-528,0	-528,0
S.A.S. TOQUE ANGEVINE	I.G.	100 %	96 100,9	2 110,0	1 447,8
S.A.S. ATLANTIC TRAITEUR INNOVATION	I.G.	100 %	31 806,4	20,9	115,9
S.A.R.L. TOM'PAIN	I.G.	100 %	-	-0,9	-0,9
S.A.S. EUROPEENNE DE PLATS CUISINES	I.G.	100 %	59 935,5	1 282,0	878,3
S.A.S. REGALETTE	I.G.	100 %	12 671,4	-62,1	-88,7
S.A.S. AGIS	I.G.	100 %	83 885,2	1 251,3	794,7
S.A.S. DANIEL LOISEAU GAMME	I.G.	100 %	35 451,4	-96,1	-22,3
SL AVES LDC ESPAÑA (Espagne)	I.G.	100 %	-	-248,3	-353,0
SL HERMANOS SAIZ (Espagne)	I.G.	100 %	11 761,3	-2 059,1	2 480,7
SL AVILAVES GREDOS (Espagne)	I.G.	100 %	24 110,7	-1 235,9	-1 221,9
GROUPE DROSED (Pologne)	I.G.	99,68 %	192 947,7	-3 331,8	3 271,8
S.A.S. HUTTEPAIN ALIMENTS	I.G.	100 %	93 827,6	36,7	-44,0
S.A.S. BRESSANE DE PRODUCTION	I.G.	100 %	30 862,0	11,6	-22,6
S.A.S. ALIMAB	I.G.	100 %	72 105,2	1 358,8	939,5
S.A.S. ARDEVOL	I.G.	100 %	14 472,2	71,8	47,4
S.A.S. JEUSSELIN	I.G.	56,14 %	37 558,6	1 283,3	897,1
S.A.S. BELLAVOL	I.G.	65 %	129 979,9	1 960,4	1 171,6
S.A.S. SACOFEL	I.G.	64,97 %	26 639,9	381,1	373,7
S.A.S. SOVOPA	I.G.	100 %	36 182,9	-69,3	175,3
S.A.S. RICHARD	I.G.	100 %	16 287,9	335,4	240,3
S.A.S. HUTTEPAIN BOUIX	I.G.	100 %	25 537,5	773,1	583,3
S.A.S. CABRI PRODUCTION	I.G.	100 %	2 433,7	189,7	117,8
S.A.R.L. SACOVIA	M.E.	49 %	17 412,5	33,6	30,8
S.A. SAVIGNY TRANSPORT	M.E.	46,15 %	3 504,3	131,0	71,0
S.A.S. OVALIS	M.E.	50 %	124 794,8	244,7	92,5
S.A.S. SAMO	M.E.	50 %	15 399,1	459,3	453,0

S.A.S. LDC CHARMILLES	I.G.	100 %	21 627,0	-1 588,0	-1 195,7
S.A.R.L. SOCIETE NOUVELLE LES GEONPIS	I.G.	60,0 %	1 656,6	-57,9	-60,6
S.A. L'ŒUF LANDAIS	I.G.	100 %	17 744,6	-83,2	-72,5
S.A. LESFAURIES INVESTISSEMENTS	I.G.	100 %	-	-434,9	-438,0



Résultats (et autres éléments caractéristiques) de la société au cours des cinq derniers exercices

	Exercice 2004/2005	Exercice 2005/2006	Exercice 2006/2007	Exercice 2007/2008	Exercice 2008/2009
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	6 525 902	6 525 902	6 525 902	6 525 902	6 525 902
Nombre d'actions ordinaires existantes	8 157 378	8 157 378	8 157 378	8 157 378	8 157 378
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer	0	0	0	0	0
II. OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffres d'affaires hors taxes	9 398 847	9 633 637	8 177 644	10 620 861	10 002 724
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	17 484 497	15 115 646	31 542 882	19 750 276	24 348 413
Impôts sur les bénéfices	1 021 130	1 592 172	2 829 286	1 115 061	1 708 992
Participation des salariés due au titre de l'exercice	90 101	77 083	88 776	67 250	94 974
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	6 464 211	21 503 297	31 339 910	25 100 249	21 535 864
Résultat distribué	10 196 723	10 196 723	10 196 723	12 236 067	10 604 591
III. RESULTATS PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	2,01	1,65	3,51	2,28	2,76
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,79	2,64	3,84	3,08	2,64
Dividende attribué à chaque action	1,25	1,25	1,25	1,50	1,30 ⁽¹⁾
IV. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	39	41	39	43	45
Montant de la masse salariale de l'exercice	3 253 122	3 566 886	3 466 841	3 879 519	4 357 856
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, oeuvres sociales, etc...)	879 665	1 347 504	1 333 792	1 546 595	1 705 217

(1) montant proposé par le Directoire

COMPTES CONSOLIDES

COMPTES CONSOLIDES ET ANNEXES

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ACTIF

(en milliers d'euros)

	Notes	28 févr-09		29 févr-08	
		Brut	Amort. & Prov.	Net	
Actifs non courants					
Goodwill	6	83 453	2 868	80 585	75 843
Autres Immobilisations incorporelles	7	11 217	8 419	2 798	2 220
Immobilisations corporelles	8	682 402	415 553	266 849	260 910
Titres non consolidés	9.1	1 386	1 279	107	104
Autres actifs financiers	9.3 et 13	12 771	1 106	11 665	11 927
Titres mis en équivalence	9.2	2 114		2 114	1 854
Impôts différés	19.3	4 832		4 832	3 084
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		798 175	429 225	368 950	355 942
Actifs courants					
Stocks	10	112 633	12 900	99 733	96 142
Actifs biologiques		13 282	4	13 278	12 462
Créances clients	11	244 992	9 212	235 780	230 216
Autres actifs courants	11	47 912	167	47 745	64 264
Actifs courants de gestion de trésorerie	13	61 094		61 094	62 926
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	136 715	240	136 475	116 530
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		616 628	22 523	594 105	582 540
TOTAL ACTIF		1 414 803	451 748	963 055	938 482

PASSIF

(en milliers d'euros)

	Notes	28 févr-09	29 févr-08
CAPITAUX PROPRES			
Capital	14.1	6 526	6 526
Primes		55 191	55 191
Actions propres	14.2	-5 550	-3 478
Réserves consolidées		388 739	345 549
Ecart de conversion Groupe	5	819	3 448
Résultat part du Groupe	14.3	42 572	53 536
Capitaux propres part du groupe		488 297	460 772
Résultat des minoritaires	14.3	579	254
Réserves des minoritaires		5 410	5 840
TOTAL CAPITAUX PROPRES	14	494 286	466 866
Passifs non courants			
Provisions pour avantages au personnel	15 et 16	15 285	16 500
Impôts différés	19.3	14 088	14 328
Emprunts partie à long terme	17.2	30 705	29 823
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		60 078	60 651
Passifs courants			
Provisions	15	11 824	10 445
Emprunts partie à court terme	17.2	12 627	8 979
Concours bancaires courants	12	41 288	50 145
Dettes fournisseurs		214 100	222 891
Autres passifs courants	18	128 852	118 505
TOTAL PASSIFS COURANTS		408 691	410 965
TOTAL PASSIF		963 055	938 482

COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	<i>Notes</i>	Exercice 2008/2009	Exercice 2007/2008
Chiffre d'affaires net	21	1 948 511	1 831 262
Consommation de matières premières et marchandises		-1 099 539	-991 260
MARGE BRUTE		848 972	840 002
Autres achats et charges externes		-310 026	-301 699
Impôts et taxes		-36 441	-34 936
Charges de personnel		-393 399	-379 062
Dotations aux amortissements	7 et 8	-49 450	-48 401
Dépréciations		-1 217	-2 542
Autres produits opérationnels courant		5 376	4 386
Autres charges opérationnels courant		-2 482	-3 934
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	21	61 333	73 814
Autres produits opérationnels	24	4 809	2 778
Autres charges opérationnelles	24	-475	
RESULTAT OPERATIONNEL		65 667	76 592
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		6 011	5 077
Coût de l'endettement financier brut		-6 076	-3 383
Côut (-)/Produit (+) de l'endettement financier net	25	-65	1 694
Autres produits et charges financiers	25	-82	228
RESULTAT FINANCIER	25	-147	1 922
RESULTAT AVANT IMPÔTS		65 520	78 514
Impôts sur les sociétés	19	-22 624	-24 995
Quote part du résultat des sociétés ME		255	271
RESULTAT CONSOLIDE		43 151	53 790
RESULTAT PART DU GROUPE		42 572	53 536
MINORITAIRES		579	254
<i>Résultat par action (en €)</i>		5,29	6,63
<i>Résultat dilué par action (en €)</i>		5,29	6,63

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés. Les montants sont exprimés en milliers d'euros.

PREAMBULE

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés publiés au titre de l'exercice 2008/2009 sont établis suivant les normes IFRS (International Financial Reporting Standard) en vigueur au 28 février 2009, telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Le Directoire du 20 mai 2009 a arrêté les comptes annuels consolidés en IFRS et a autorisé la publication des états financiers arrêtés au 28 février 2009.

Les principes et méthodes comptables ont été appliqués de manière permanente pour les périodes présentées et de manières uniformes pour l'ensemble des sociétés du groupe.

NOTE 1 – FAITS MARQUANTS

▪ Au cours du mois de Janvier 2008, un incendie a entièrement détruit le site de Torun appartenant à la société DROSED (Pologne). La continuité de notre activité est assurée par des prestataires en attendant la reconstruction d'un site. Les incidences financières de ce sinistre ont été évaluées et comptabilisées dans les comptes consolidés au 29 Février 2008. Le rapport définitif d'expertise du sinistre a été arrêté en Août 2008. La différence entre le solde des indemnités perçues et les coûts directement liés au sinistre fait ressortir un profit de 2 100 K€ qui est présenté dans les « autres produits opérationnels ».

▪ En Juillet 2008, le groupe LDC a acquis l'intégralité des actions de la société DANIEL LOISEAU GAMME (D.L.G). Cette société a pour activité la commercialisation de plats cuisinés à destination de la Restauration Hors Domicile et Commerciale.

▪ Le groupe LDC a également acquis l'intégralité des actions du groupe COGERO. Ce groupe est composé des sociétés COGERO (holding financière), CAILLE ROBIN, ROCVENT et CAILLE DU LEMAN. Il a pour activité la recherche génétique, l'élevage, la production et la commercialisation de cailles et pigeons.

Les chiffres clés de ces différentes acquisitions sont présentés dans la note 4 « Variation de périmètre et comparabilité des comptes ».

NOTE 2 – METHODES COMPTABLES

Les principes et méthodes comptables retenus pour la préparation des états financiers au 28 Février 2009 sont conformes à ceux retenus pour la préparation des états financiers au 29 Février 2008 à l'exception des nouvelles normes, amendements et interprétations applicables de manière obligatoire au 28 Février 2009.

Ces normes et interprétations sont sans impact sur les états financiers.

Les normes, amendements et interprétations applicables de manière obligatoire à compter du 1^{er} Janvier 2009 (ou à une date ultérieure) n'ont pas fait l'objet d'une application anticipée par le groupe, à savoir :

- Les normes et interprétations publiées par l'IASB, approuvées par l'UE et d'application possible par anticipation au 31 Décembre 2008 :

- IAS 1R – Présentation des états financiers
- IAS 23 R – Coûts d'emprunts
- Amendement IFRS 2 – Conditions d'acquisition et d'annulation des droits
- IFRIC 13 – Programme de fidélisation de la clientèle
- IFRIC 14 – Plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction
- Amendements d'IAS 39 et d'IFRS 7 sur le reclassement d'actifs financiers (Application des dispositions transitoires spécifiques)

- Les normes publiées par l'IASB, non encore endossées par l'UE et d'application possible par anticipation à la clôture :

- IFRIC 12 – Accords de concession de services (sauf dispositions transitoires)
- IFRIC 15 – Accords pour la construction d'un bien immobilier
- IFRIC 16 – Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger (sauf dispositions transitoires)

L'application de ces textes en 2009 ne devrait pas avoir d'impact significatifs sur les comptes consolidés du groupe.

2.1. Présentation des états financiers consolidés

- Les actifs consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou destinés à être cédés dans les douze mois suivant la clôture ainsi que la trésorerie sont des « actifs courants ».
Les dettes échues au cours du cycle normal d'exploitation ou dont l'échéance est à moins d'un an sont des « passifs courants ».
Tous les autres actifs et passifs sont considérés comme non courants.
Le compte de résultat est présenté par nature. Il fait apparaître un « RESULTAT OPERATIONNEL COURANT » correspondant au résultat normal du cycle d'exploitation du groupe.
Le résultat exceptionnel n'est plus utilisé conformément aux normes IFRS. Ses divers composants tels qu'ils étaient présentés en normes françaises sont rattachés au résultat opérationnel.
- La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la Direction du Groupe, d'exercer un jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.
Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.
Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

2.2. Méthode de consolidation

- Les sociétés contrôlées de manière exclusive par le Groupe que ce soit de droit (détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote), contractuellement ou de fait (direction durable des opérations financières et opérationnelles) sont

consolidées par intégration globale. Les comptes sont pris à 100 %, poste par poste, avec constatation des droits des actionnaires minoritaires.

- Les participations dans les entités contrôlées conjointement ainsi que celles sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

2.3. Regroupement d'entreprises et Goodwills

- Si le coût d'acquisition d'une entreprise diffère de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis, l'écart d'acquisition est analysé et ventilé dans les postes de bilan appropriés et ce dans un délai maximum de 12 mois suivant l'acquisition. Le coût d'acquisition est le prix qui a été ou sera payé par le Groupe dans le cadre d'une acquisition, augmenté des frais directs liés à l'opération.
- La partie non ventilée, si elle est positive, est présentée en Goodwill.
- La partie non ventilée, si elle est négative (Badwill) est reprise au compte de résultat de l'exercice d'acquisition sans prorata temporis.
- Les actifs incorporels correspondant à des fonds de commerce sont reclassés en goodwills.
- Les goodwills sont enregistrés dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise.
- Les goodwills ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation à la fin de chaque exercice sur la base des flux de trésorerie futurs des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquels ils sont rattachés (voir note 2.4 sur la dépréciation).

2.4. Dépréciation d'actifs

- Des tests de dépréciation sont pratiqués pour les actifs corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte potentielle de valeur existe, et au moins une fois par an, s'agissant d'actifs incorporels à durée de vie indéterminée et des goodwills.
- Lorsque la valeur comptable de ces actifs devient supérieure à la valeur recouvrable, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence. Les dépréciations éventuellement constatées sur les goodwills ne pourront pas être reprises ultérieurement.
- La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif, nette des coûts de cession et sa valeur d'utilité :
 - La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale et est déterminée par référence au prix résultant d'un accord de vente irrévocable, à défaut, au prix constaté sur le marché lors de transactions récentes.
 - La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs.
- Les goodwills sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) servant de base de calcul aux dépréciations.
- Les UGT ou groupes d'UGT correspondent à des filiales ou à des regroupements de filiales appartenant à un même pôle d'activité et générant des flux de trésorerie nettement indépendants. Les UGT correspondent au sein du groupe aux secteurs d'activités (volaille et traiteur) dont une UGT « Œufs » pour le pôle amont et ce pour les

filiales françaises. Une UGT spécifique est utilisée pour chaque pays pour nos filiales étrangères (Pologne, Espagne).

2.5. Méthodes de conversion

- Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours en vigueur à la date de clôture.
- Les postes de résultats sont exprimés en euros sur la base des cours du jour de la transaction. A des fins pratiques il est utilisé un cours moyen calculé en fonction des cours officiels à la fin de chaque mois.
- Les capitaux propres sont traduits en euros sur la base des cours historiques.

2.6. Actifs incorporels

- Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Il s'agit en l'espèce de logiciels.
- Les logiciels sont amortis en linéaire sur 4 ans.

2.7. Frais de recherche de développement

- Les frais de recherches sont comptabilisés en charges.
- Les frais de développement ne sont enregistrés à l'actif du bilan que dans la mesure où tous les critères de reconnaissance établis par l'IAS 38 sont remplis avant la mise sur le marché des produits.

2.8. Actifs corporels

- Les actifs corporels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.
- Le groupe a choisi de ne pas capitaliser les coûts d'emprunt dans le coût de l'actif. Les intérêts d'emprunts servant à financer une acquisition sont donc comptabilisés immédiatement en charges.
- Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément.
- Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet de tests de « perte de valeur » lorsque des événements indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Aucune perte de valeur n'a été constatée au 28.02.2009.
- Les durées d'amortissement pratiquées par le groupe sont les suivantes :

- Constructions	20 à 30 ans
- Matériel et outillage	4 à 10 ans
- Agencements, aménagements, Installations	5 à 12 ans
- Matériel de transport	4 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
- Mobilier de bureau	10 ans

2.9. Contrats de location

- Les contrats de location sont classés en contrat de location – financement dès lors qu'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents aux actifs loués. Ils sont alors comptabilisés dès l'origine au bilan à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. La dette financière correspondante figure au passif du bilan.

Les actifs faisant l'objet d'un contrat de location – financement sont amortis sur la durée d'utilité.

- Les autres contrats sont des locations simples et les loyers sont comptabilisés en charges linéairement sur la durée du contrat.

2.10. Titres non consolidés et autres actifs financiers

- Les titres non consolidés sont traités comme des titres disponibles à la vente et correspondent à des participations non cotées. Ils devraient être évalués à leur juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur en capitaux propres. En l'absence de marché actif, ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.
- Les autres actifs financiers regroupent notamment les dépôts de garantie versés et des créances détenues jusqu'à leur échéance évaluées au coût amorti ainsi que des Actifs Financiers disponibles à la vente évalués à leur juste valeur.

2.11. Stocks

- Les stocks de produits finis ou semi-ouvrés frais, de matières non consommables et autres approvisionnements sont évalués suivant la méthode du « coût unitaire moyen pondéré ».
- Les stocks de produits finis sont évalués au coût unitaire moyen pondéré ou à la valeur nette de réalisation si elle est inférieure.
- Les produits fabriqués et en cours sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.
- Les produits dont le coût de revient calculé est supérieur au cours du jour ou à la valeur probable de réalisation sont ramenés à leur valeur de réalisation par la comptabilisation d'une dépréciation.
- Une dépréciation est effectuée sur les emballages lorsque ceux-ci ne sont pas utilisés sur une période donnée.

2.12. Actifs biologiques

- Les actifs biologiques correspondent à des volailles vivantes en cours d'élevage. Elles sont valorisées au coût de production incluant les charges directes et indirectes de production.

2.13. Créances

- Les créances sont valorisées à leur juste valeur. Une dépréciation est enregistrée au cas par cas, après analyse menée dans le cadre du processus de recouvrement des créances mis en place.

2.14. Actions propres

- Les titres d'autocontrôle sont portés en diminution des capitaux propres consolidés à leur coût d'acquisition.
- Les plus ou moins values de cession ainsi que la fiscalité s'y rapportant sont comptabilisées dans les capitaux propres.

2.15. Actifs courants de gestion de trésorerie

- Les actifs financiers disponibles à la vente ou les placements détenus jusqu'à leur échéances sont classés en « Actif courants de gestion de trésorerie » dès lors que l'échéance est supérieure à 3 mois et inférieure à 1 an à compter de la date de clôture des comptes consolidés. Les actifs disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres. Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti.

2.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les fonds de caisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments monétaires. Ces placements sont disponibles à tout moment pour leur montant nominal et le risque de changement de valeur est négligeable.

2.17. Subventions d'investissements

- Les subventions d'investissements sont reclassées à la clôture de l'exercice pour leur quote-part restant à inscrire au compte de résultat dans les autres passifs courants.

2.18. Provisions

- Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

2.19. Avantages au personnel

Indemnités de départ en retraite

- Il s'agit d'indemnités versées aux salariés à l'occasion de leur départ en retraite. Les départs sont à l'initiative des salariés. Le groupe provisionne ces engagements, en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service futur du salarié pour un maintien au sein du groupe jusqu'au départ à la retraite, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié. Les effets des écarts actuariels sont comptabilisés dans les capitaux propres.

Régimes complémentaires de retraite

- Ces régimes sont complémentaires à la pension minimale légale des salariés pour laquelle les sociétés cotisent directement auprès d'un organisme social. Le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement des primes versées à des organismes extérieurs. La charge qui correspond à ces primes versées est prise en compte dans le résultat de l'exercice, le groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Médailles du travail

- Les médailles du travail sont calculées en fonction des accords d'entreprise s'appliquant à toutes les sociétés françaises du groupe en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. La provision est calculée en tenant compte de la gratification à verser aux salariés justifiant d'une certaine ancienneté. Un prorata est appliqué à cette provision afin de tenir compte des demandes réelles des salariés par rapport aux ayants droits. Le montant de la provision est déterminé en tenant compte également de différentes hypothèses actuarielles : ancienneté, taux d'actualisation...

2.20. Instruments financiers

- En application d'IAS 39, les instruments financiers dérivés sont enregistrés au bilan consolidé à leur juste valeur. Si l'instrument dérivé est désigné comme couverture de flux de trésorerie, la variation de la valeur de la partie efficace du dérivé est enregistrée dans les capitaux propres. En revanche, la variation de valeur de la partie inefficace du dérivé est enregistrée directement en résultat. Les variations de juste valeur des instruments dérivés qui ne remplissent pas les conditions d'application de la comptabilité de couverture sont enregistrées directement dans le compte de résultat de la période.

Le groupe LDC, dans le cadre de sa gestion des risques sur les achats de matières premières, réalise des achats et ventes à terme de matières premières auprès d'agriculteurs ou de clients. L'intégralité des contrats d'achat et vente à terme entre dans le cadre de l'activité courante du groupe.

Ces contrats sont spécifiquement exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur l'évaluation et la comptabilisation des instruments financiers.

Le groupe utilise des « Futures » sur le marché Euronext Liffe qui remplissent la définition d'instruments dérivés au sens de la norme IAS 39.

2.21. Gestion des risques

- **Risque de crédit :** Ce risque concerne essentiellement les créances commerciales qui dans le cas d'impayés généreront une perte financière pour le Groupe. Le groupe a mis en place des procédures internes de gestion du crédit clients et de recouvrement de créances. De plus le groupe a souscrit une assurance crédit lui permettant de minimiser le risque sur certaines catégories de créances.
- **Risque de liquidité :** Le groupe pratique une gestion prudente qui lui permet de disposer d'un niveau suffisant de liquidités et d'actifs financiers négociables et liquides afin d'honorer ses engagements. Au 28 Février 2009, la trésorerie nette ressort à 95 188 K€ à laquelle vient s'ajouter les actifs courants de gestion de trésorerie pour 61 094 K€.
- **Risque de taux d'intérêts :** Le groupe détient des actifs pour des montants significatifs portant intérêts. Ces actifs sont classés en « Actifs courants de gestion de trésorerie » pour un montant de 61 094 K€ et en « Autres actifs financiers » pour 8 970 k€. Tous ces actifs sont garantis en capital s'ils sont conservés jusqu'à l'échéance. Le risque de taux est donc faible.

Les emprunts sont comptabilisés le jour de leur mise en place à leur juste valeur de la contrepartie donnée, qui correspond à la trésorerie reçue, nette des frais d'émission connexes. Par la suite, et en l'absence d'une relation de couverture, les emprunts sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Risque de change : Le groupe est peu soumis aux risques de change, ses approvisionnements et ses ventes s'effectuant essentiellement en euros. Toutefois afin de réduire les risques subsistants, il a été mis en place des couvertures de change à terme sur les devises les plus fréquemment utilisées par le groupe dans ses échanges internationaux.

2.22. Impôts

- Les impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles existantes à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et leur valeur comptable au bilan.
- Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés, pour toutes les différences déductibles (reports en avant de déficits fiscaux, crédits d'impôts non utilisés) dans la mesure où il est probable qu'ils pourront être imputés sur un bénéfice futur.

2.23. Produits des activités ordinaires

- Les produits des activités ordinaires et notamment le chiffre d'affaires consolidé tiennent compte de deux impacts :
 - Le chiffre d'affaires est comptabilisé net de toutes opérations promotionnelles, coopérations commerciales et prestations de toutes nature.
 - Le chiffre d'affaires fait auprès des éleveurs dans le cadre de la « semi-intégration » est éliminé.
Ce chiffre d'affaires correspond à la vente faite aux éleveurs, de poussins et d'aliments nécessaires à leur élevage. Ces animaux sont ensuite rachetés à ces mêmes éleveurs pour être revendus à des abattoirs.

2.24. Information sectorielle

- Le premier niveau et le deuxième niveau de l'information sectorielle du groupe sont respectivement les secteurs d'activité et les secteurs géographiques.
- Les deux secteurs ou pôles distincts identifiés par le groupe compte tenu de leurs domaines d'activités stratégiques propres sont :
 - le pôle volaille
 - le pôle traiteur
- Les secteurs géographiques sont :
 - France
 - International
- Les produits des activités ordinaires sont ventilés par zone géographique en fonction de la localisation des filiales composant le secteur. Le groupe possède des filiales en France et à l'international (Pologne, Espagne).
- Le groupe comptabilise les ventes et transferts inter-secteurs comme si ces ventes et transferts étaient réalisés avec des tiers, à des prix courants de marché.

2.25. Résultat par action

- Le groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué. Le résultat par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, sous déduction des actions auto-détenues inscrites en diminution des capitaux propres. En l'absence d'instruments dilutifs, le résultat dilué est équivalent au résultat par actions présenté ci-dessus.

2.26. Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

L'attribution d'actions gratuites répond à la définition d'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et donne lieu à la comptabilisation d'une charge de personnel évaluée sur la base de la juste valeur des actions déterminée à la date d'attribution. La charge de personnel cumulée est comptabilisée à hauteur des services rendus par les bénéficiaires en contrepartie des capitaux propres.

2.27. Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants comprennent des éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité courante du groupe.

PERIMETRE GROUPE LDC

Liste des entreprises Consolidées	Siège	N° Siren	Contrôle	Méthode	Date de clôture
L.D.C.	Z.I. St Laurent 72300 Sablé/Sarthe	576850697	100 %	I.G.	28/02
L.D.C. VOLAILLES (1)	Z.I. St Laurent 72300 Sablé/Sarthe	433220399	100 %	I.G.	28/02
LDC TRAITEUR (2)	Z.I. St Laurent - 72300 Sablé/Sarthe	379042260	100 %	I.G.	31/12
HUTTEPAIN ALIMENTS (3)	Z.I.Nord - 24, rue Ettore-Bugatti 72650 La Chapelle St Aubin	576250062	100 %	I.G.	31/12
DROSED (4)	Ul. Sokolowska 154 - 08.110 Siedlce -Pologne	Etrangère	99,68 %	I.G.	31/12
AVES LDC ESPAÑA (5)	Camino de Sacedon Villaviciosa de Odon – Madrid – Espagne	Etrangère	100 %	I.G.	31/12

(1) LDC Volaille est la société « tête du pôle Volaille »

(2) LDC Traiteur est la société « tête du pôle Traiteur »

(3) HUTTEPAIN ALIMENTS est la société « tête du pôle Amont »

(4) Une consolidation a été effectuée au niveau de cette société afin d'intégrer les trois filiales de la société DROSED : ROLDROB détenue à 100 %, SEDAR détenue à 65,29 % ainsi que la société DROSED SUROWIEC détenue à 100 %.

(5) Une consolidation a été effectuée au niveau de cette société en intégrant globalement les sociétés SA AVILAVES GREDOS et SAIZ détenues à 100 %.

Le groupe LDC est organisé par pôle d'activité et certains pôles ne clôturent pas à la même date que la société mère. Comme précisé dans le rapport de contrôle interne, parmi les missions dévolues à l'équipe d'audit interne, figure notamment la revue des comptes semestriels et annuels dans l'ensemble des filiales du groupe, tous pôles confondus. Ce travail essentiel à l'établissement des comptes annuels, base de nos comptes consolidés, doit être réalisé dans des conditions optimales d'efficacité et de fiabilité. L'équipe d'audit interne assure pratiquement la totalité des contrôles.

Notre organisation actuelle par pôle avec des dates de clôture décalées nous permet d'optimiser l'allocation de ces ressources internes.

Pour autant, compte tenu de cette situation, nous sommes particulièrement vigilants afin de recenser, identifier, mesurer et comptabiliser les impacts des événements significatifs intervenus dans la période intercalaire.

PERIMETRE PAR SECTEUR

SECTEUR VOLAILLE

POLE VOLAILLE

Liste des entreprises Consolidées	Siège	N° Siren	Contrôle	Méthode	Date de clôture
L.D.C.	Z.I. St Laurent 72300 SABLE/SARTHE	576850697	100 %	I.G.	28/02
L.D.C. VOLAILLES	Z.I. St Laurent 72300 SABLE/SARTHE	433220399	100 %	I.G.	28/02
L.D.C. AQUITAINE	Z.I. 4, chemin de l'Aiguillon - BP 9 33430 BAZAS	303827501	97,91 %	I.G.	28/02
CAVOL	Les Epinettes 72540 LOUE	320922461	100 %	I.G.	28/02
SERVAIS	Trianon 41270 DROUE	307667105	100 %	I.G.	28/02
SERVAIS IMPORT EXPORT	Trianon 41270 DROUE	453164436	100 %	I.G.	28/02
STAM	ZI « Le Grenouillé » - BP6 85390 MOUILLERON	547350017	100 %	I.G.	28/02
VOLABRAYE	Route de Saint Calais - BP 3 41360 SAVIGNY S/BRAYE	778137679	100 %	I.G.	28/02
PROCANAR	La Haye - Lauzach 56190 LAUZACH	33395384	100 %	I.G.	28/02
CELTYS	Z.I 56240 PLOUAY	43156994	100 %	I.G.	28/02
CELVIA	Z.I St Jean Brevelay 56660 SAINT JEAN BREVELAY	95060840	100 %	I.G.	28/02
BRETAGNE NEGOCE INTERNAT.	Z.I. St Jean Brevelay 56660 SAINT JEAN BREVELAY	38444636	100 %	I.G.	28/02
BRESDI	Le Bourg 71470 ROMENAY	48224500	100 %	I.G.	28/02
L.D.C. BOURGOGNE	Z.I. de Branges - BP 109 71501 LOUHANS cedex	310391503	100 %	I.G.	28/02
GUILLOT COBRED A	BP 20 71290 CUISERY	381354000	100 %	I.G.	28/02
LES FERMIERS DE L'ARDECHE	Z.A. Le Flacher 07340 FELINES	305120107	100 %	I.G.	28/02
PALMID'OR BOURGOGNE	Pari Gagné 71520 TRAMBL Y	327529178	100 %	I.G.	28/02
GUILLET	Z.A. Le Grand Clos 49640 DAUMERAY	666980156	99,64 %	I.G.	28/02
L.D.C. BRETAGNE	Lanfains - BP 256 22800 QUINTIN	302049168	100 %	I.G.	28/02
L.D.C. SABLÉ	Z.I. St Laurent 72300 SABLE /SARTHE	444502025	100 %	I.G.	28/02
SOCIETE NORMANDE DE VOLAILLE	Z.I Les Fourmis - BP 41 61140 LA CHAPELLE D'ANDAINE	404432775	100 %	I.G.	28/02
LDC BOURGOGNE DISTRIB°	Z.I. de Branges - BP 109 71501 LOUHANS cedex	379943434	100 %	I.G.	28/02
MAIRET (1)	71330 SIMARD	311473342	100 %	I.G.	28/02
LES CHARMILLES (2)	Z.I. de la Gare 49360 MAULEVRIER	383955853	100 %	I.G.	28/02
COGERO (3)	16 Bd des Capucines 85 190 MACHE	384603643	100 %	I.G.	28/02

(1) Une consolidation a été effectuée au niveau de cette société qui détient elle-même 100 % de la société : AU CHAPON BRESSAN

(2) Une consolidation a été effectuée au niveau de cette société qui détient elle-même 60 % de la société LES GEONPIS.

(3) Une consolidation a été effectuée au niveau de cette société qui détient elle-même 100 % des sociétés CAILLES ROBIN, ROCVENT et CAILLES LEMAN

POLE AMONT

Liste des entreprises Consolidées	Siège	N° Siren	Contrôle	Méthode	Date de clôture
HUTTEPAIN ALIMENTS	Z.I.N, 24 rue Ettore Bugatti 72650 LA CHAPELLE ST AUBIN	576250062	100 %	I.G.	31/12
JEUSSELIN	Le Bourg 72260 MONCE EN SAOSNOIS	696850098	56,14 %	I.G.	31/12
ALIMAB	Rue de la Petite Vitesse – BP 45 72301 SABLE SUR SARTHE	576650865	100 %	I.G.	31/12
SACOFEL	Le Pré du Doué – Route de la Chapelle St Fray- 72650 AIGNE	344652565	64,97 %	I.G.	31/12
SOVOPA	Le Pré du Doué – Route de la Chapelle St Fray- 72650 AIGNE	318187556	100 %	I.G.	31/12
BELLAVOL	Rue des platanes 79250 NUEIL S/ARGENT	434080404	65 %	I.G.	31/12
BRESSANNE DE PRODUCTION	Z.I. Branges 71500 LOUHANS	381108281	100 %	I.G.	31/12
ARDEVOL	ZI. Le Flacher 07340 FELINES	412115958	100 %	I.G.	31/12
HUTTEPAIN BOUX (1)	Z.I.N. 98 –102 rue Albert Einstein 72000 LE MANS	695850248	100 %	I.G.	31/12
CABRI PRODUCTION	Pari Gagné 71520 TRAMBLY	444642920	100 %	I.G.	31/12
L'OEUF LANDAIS	Route de TILH 40290 HABAS	33040485	100 %	I.G.	31/12
SACOVIA	« La Planche » 72430 TASSE	339687030	49 %	M.E	31/12
SAVIGNY TRANSPORT	6, rue des Pâtis 41360 SAVIGNY/BRAYE	582106472	46,15 %	M.E	31/12
SAMO (2)	ZI route de Saint Jean de Sauves 86110 MIREBEAU	383959590	50 %	M.E	31/12
OVALIS (2)	Rue Gustave Eiffel 95190 GOUSSAINVILLE	488987439	50 %	M.E.	31/12

(1) Une consolidation a été effectuée en intégrant globalement la SAS RICHARD détenue à 100 % par HUTTEPAIN BOUX.

(2) Ces sociétés sont détenues à 50 % par un autre actionnaire. Toute la maîtrise technique de l'activité économique, les relations commerciales et l'élaboration des budgets d'investissement sont assurées par cet actionnaire. De ce fait la S.A. HUTTEPAIN ALIMENTS estime n'avoir qu'une influence notable sur ces sociétés.

SECTEUR TRAITEUR

Liste des entreprises Consolidées	Siège	N° Siren	Contrôle	Méthode	Date de clôture
L.D.C. TRAITEUR	Z.I. St Laurent - 72300 SABLE SUR SARTHE	379042260	100 %	I.G.	31/12
EUROPEENNE DE PLATS CUISINES (E.P.C.)	Z.I. Beaufeu – BP 18 72210 ROEZE SUR SARTHE	343397782	100 %	I.G.	31/12
ATLANTIC TRAITEUR INNOVATION (A.T.I.)	Z.I. du Clos du Poivre - Route d'Assérac - 44410 HERBIGNAC	301692075	100 %	I.G.	31/12
LA TOQUE ANGEVINE	Z.I. d'Etriché - 49504 SEGRE CEDEX	323438028	100 %	I.G.	31/12
TOM'PAIN	Z.I. St Laurent - 72300 SABLE SUR SARTHE	343862280	100 %	I.G.	31/12
REGALETTE	Z.A. de Kerboulard 56250 SAINT NOLFF	397455189	100 %	I.G.	31/12
AGIS	Z.I. de Courtine 84000 AVIGNON	387744493	100 %	I.G.	31/12
DANIEL LOISEAU GAMME (DLG)	6 rue du Moulin à Cailloux 94 577 ORLY	333436418	100 %	I.G.	31/12

NOTE 4 – VARIATION DE PERIMETRE ET COMPARABILITE DES COMPTES

Variation de périmètre

- Acquisition en Juillet 2008 de 100 % des titres de la société DANIEL LOISEAU GAMME « DLG » par la société LDC TRAITEUR. L'activité de cette société est la commercialisation de plats cuisinés à destination de la Restauration Hors Domicile et commerciale. Cette société est rattachée au secteur Traiteur.

Cette société est consolidée en intégration globale depuis le 1^{er} Juillet 2008.

Les chiffres clés sont : (du 01/07/2008 au 31/12/2008)

Chiffre d'affaires	17,6 M€
Résultat opérationnel courant	0,14 M€
Capitaux propres à la date d'acquisition	0,55 M€
Endettement financier	0,58 M€

- En Octobre 2008, la société LDC VOLAILLE a acquis l'intégralité des titres de la société COGERO qui elle-même détient 100 % des titres des sociétés CAILLES ROBIN, ROCVENT, CAILLES LEMAN. L'activité de ces sociétés est la génétique et l'élevage, la production et la commercialisation de cailles et pigeons. Ces sociétés sont consolidées depuis le 1^{er} Octobre 2008 en intégration globale.

Les chiffres clés sont : (du 01/10/2008 au 28/02/2009)

Chiffre d'affaires	10,6 M€
Résultat opérationnel courant	0,8 M€
Capitaux propres à la date d'acquisition	4,5 M€
Endettement financier	0,2 M€

- Dans le cadre de la simplification des structures juridiques, Il a été procédé à plusieurs fusions au cours de l'exercice :
 - Fusion des sociétés Cepa et LDC Sablé. En date du 31 Janvier 2009, la société LDC Sablé a absorbée la société Cepa.
 - La société LDC CHARMILLES a absorbé la société France Pigeonneaux qu'elle détenait à 100 %.

Ces fusions ont été réalisées avec un effet rétroactif au 1^{er} Mars 2008 et n'ont eu aucune incidence sur les capitaux propres du groupe.

- La valeur des goodwill sur les différentes acquisitions de l'exercice est présentée en note 6.

NOTE 5 – CONVERSION DES ETATS FINANCIERS DES SOCIETES ETRANGERES

Les capitaux propres sont traduits en euros sur la base des cours historiques.

Un écart de conversion est constaté entre les cours historiques et le cours de clôture, à savoir :

	<u>31.12.2008</u>	<u>31.12.2007</u>
Drosed	819	3 448
TOTAL	819	3 448

NOTE 6 – GOODWILL

- Les goodwills sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) générant des flux de trésorerie nettement indépendant et servant de base de calcul aux dépréciations.
- Les estimations de flux de trésorerie futurs actualisés sont réalisées sur les bases de données prévisionnelles à trois ans. Le taux d'actualisation retenu intègre un taux de rendement et une prime de risque propre à l'activité du groupe. Ce taux est de 7,5 % pour le groupe LDC au 28 Février 2009. Une variation de 0.5 point du taux d'actualisation ne conduirait pas à comptabiliser de dépréciation. Il est pris en compte une valeur terminale qui correspond à l'actualisation à l'infini du dernier flux de trésorerie. Le taux de croissance à l'infini utilisé pour le calcul de la valeur terminale est nul.

UGT	GOODWILL			DEPRECIATIONS			NET
	Début d'exercice	Variations	28/02/2009	Début d'exercice	Variations	28/02/2009	
VOLAILLE	28 641	2 150 (1)	30 791	4	-	4	30 787
TRAITEUR	33 062	2 621 (2)	35 683	-	-	-	35 683
POLOGNE	10 281	-29	10 252	2 379	-	2 379	7 873
ESPAGNE	2 588		2 588	485	-	485	2 103
OEUFS	4 139		4 139	-	-		4 139
TOTAL	78 711	4 742	83 453	2 868	-	2 868	80 585

(1) Acquisition groupe COGERO 1 958 K€
Acquisition fonds de commerce divers 192 K€

(2) Acquisition Daniel Loiseau Gamme 2 456 K€
Acquisition fonds de commerce divers 165 K€

NOTE 7 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	29.02.08	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Augmentation	Diminution	Reclassement	28.02.09
Valeurs brutes							
- Logiciels	8 102	320	-164	1 467	71	39	9 693
- Marques	1 524						1 524
- Autres							
TOTAL	9 626	320	-164	1 467	71	39	11 217
Amortissements							
- Logiciels	6 382	267	-145	878	57		7 325
- Marques	1 024			70			1 094
- Autres							
TOTAL	7 406	267	-145	948	57		8 419
VALEUR NETTE	2 220	53	-19	519	14	39	2 798

NOTE 8 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	29.02.08	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Augmentation	Diminution	Reclassement	28.02.09
Valeurs brutes							
Terrains	16 375	278	-8	1 688	790		17 543
Constructions	274 056	3 662	-2 083	13 808	3 559	2 235	288 119
Installations techniques - matériels et outillages	313 362	1 466	-3 008	31 133	19 594	1 874	325 233
Autres immo corporelles	44 637	656	-368	3 397	3 699	-197	44 426
Immo en cours	4 979	91	-38	4 278	251	-3 103	5 956
Avances et acomptes	890		-1	1 084		-848	1 125
TOTAL	654 299	6 153	-5 506	55 388	27 893	-39	682 402
Amortissements							
Terrains – Aménagements	4 957	104		1 008	528		5 541
Constructions	133 988	1 708	-904	16 148	2 272	258	148 926
Installations techniques – matériels et outillages	222 188	438	-2 187	27 903	19 344		228 998
Autres immo corporelles	32 256	438	-284	3 511	3 575	-258	32 088
TOTAL	393 389	2 688	-3 375	48 570	25 719	0	415 553
VALEUR NETTE	260 910	3 465	-2 131	6 818	2 174	-39	266 849

Dont biens financés en location financement :

	29.02.2008	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	28.02.2009
Valeurs brutes					
Terrains	2 122			305	1 817
Constructions	40 175			1 525	38 650
Matériels industriels	4 941			20	4 921
TOTAL	47 238			1 850	45 388
Amortissements					
Terrains - Aménagements	264		30		294
Constructions	21 415		2 058	693	22 780
Matériels industriels	3 605		459		4 064
TOTAL	25 284		2 547	693	27 138
VALEUR NETTE	21 954		-2547	1 157	18 250

NOTE 9 – INVESTISSEMENTS FINANCIERS

9.1. Titres non consolidés

	<u>Fraction du capital</u>	<u>Valeur au 28/02/2009</u>	<u>Valeur au 29/02/2008</u>
SARL LA VOLAILLERIE	68 %	15	15
SA SASSO	10 %	61	61
SARL AGRIFRANCE Import-Export	33,33 %	8	8
SICA Maine Porcs	8,98 %	10	10
SCEA diverses	Inférieure à 20 %	1	3
France Food Alliance	10 %	4	4
Divers	Inférieur à 10 %	8	3
Total		107	104

- Le groupe n'a aucune influence notable sur ces sociétés ou considère qu'elles ne sont pas significatives compte tenu de leur taille.

9.2. Titres mis en équivalence

	29.02.2008	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	28.02.2009
Goodwill	1 204				1 204
Quote part des capitaux propres	650		260		910
TOTAL	1 854		260	-	2 114

Les informations financières résumées des sociétés mises en équivalence sont :

	<u>Chiffres d'affaires</u>	<u>Résultat net consolidé</u>	<u>Actifs nets consolidés</u>	<u>Quote part des capitaux propres</u>
Sacovia	17 412	22	381	187
Savigny	3 504	120	720	332
Samo	15 399	284	519	260
Ovalis	124 795	94	262	131

9.3. Autres actifs financiers

	29.02.08	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	28.02.09
Valeurs brutes					
Prêts	1 405		1 108	436	2 077
Placements financiers	9 778		8 970	9 778	8 970
Autres	869	1 124	74	343	1 724
TOTAL	12 052	1 124	10 152	10 557	12 771
Dépréciation					
Prêts	104		13	55	62
Autres	21	1 023			1 044
TOTAL	125	1 023	13	55	1 106
VALEUR NETTE	11 927	101	10 139	10 502	11 665

NOTE 10 – STOCKS

	29.02.08	28.02.09
Valeurs brutes		
Matières premières	38 096	38 783
Prod. Intermédiaires et finis	62 698	65 335
Marchandises	6 655	6 999
En cours de production	1 835	1 516
TOTAL	109 284	112 633
Dépréciation		
Matières premières	3 772	2 675
Prod.intermédiaires et finis	9 321	9 902
Marchandises	49	323
En cours de production		
TOTAL	13 142	12 900
VALEUR NETTE	96 142	99 733

NOTE 11 – CREANCES

- L'ensemble des créances clients est à moins d'un an.
- Les autres créances de l'actif courant sont à moins d'un an et valorisées à leur valeur nominale.
- Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

11.1. Tableau de dépréciation des créances

	29.02.08	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Dotation	Reprise	28.02.09
Créances clients	8 468	462	-335	2 719	2 102	9 212
Autres actifs courants	335		-15	128	281	167
TOTAL	8 803	462	-350	2 847	2 383	9 379

NOTE 12 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

- La trésorerie comprend les comptes bancaires, les liquidités et les placements en valeurs mobilières. Le détail est le suivant :

	28/02/2009	29/02/2008
Valeurs mobilières de placement	113 605	101 492
Disponibilités	22 870	15 038
TRESORERIE ACTIF	136 475	116 530
Concours bancaires courants	41 288	50 145
TRESORERIE NETTE	95 187	66 385

NOTE 13 – INSTRUMENTS FINANCIERS

	Actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	Placements détenus jusqu'à l'échéance	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente	TOTAL
Titres non consolidés				107	107
Autres actifs financiers		2 970	2 695	6 000	11 665
Créances clients			235 780		235 780
Autres actifs courants			47 745		47 745
Actifs courants de gestion de trésorerie		43 969		17 125	61 094
Trésorerie et équivalents	136 475				136 475
TOTAL	136 475	46 939	286 220	23 232	492 866

NOTE 14 – CAPITAUX PROPRES

14.1. Capital social

- Le capital social est composé de 8 157 378 actions de 0,80 euros chacune.
- Le nombre d'actions en circulation n'a pas évolué au cours de l'exercice.
- Le montant des dividendes par action distribués au cours de l'exercice est de 1,50 €. Il n'y a pas d'actions à dividendes prioritaires.

14.2. Actions propres

- L'assemblée générale ordinaire du 13 août 2008 a donné l'autorisation au Directoire d'opérer en bourse sur ses propres actions dans les conditions fixées aux articles L-225-209 et suivants du Code de commerce.

Actions d'autocontrôle	Nombre de titres	Montant
Au 29 Février 2008	80 964	3 478
Acquisitions dans le cadre du contrat de rachat d'actions	34 936	2 072
Au 28 Février 2009	115 900	5 550

- Les titres d'autocontrôle ont été portés en diminution des capitaux propres consolidés pour un montant de 5 550 k€. Au 28 Février 2009, la société détient en autocontrôle 1.4 % du capital social.

14.3. Etat des profits et pertes comptabilisés au titre de l'exercice

	28/02/2009	29/02/2008
Résultat de l'exercice	43 151	53 790
Variation des écarts de conversion	- 2 629	1 261
Ecarts actuariels d'indemnités de départ en retraite net d'impôts	1 506	46
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres	- 1 123	1 307
Total des profits et pertes comptabilisés au titre de l'exercice	42 028	55 097

NOTE 15 – PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

	29.02.2008	Ecart de conversion	Mouvement périmètre	Ecarts actuariels	Dotation	Rep. utilisée	Rep. non utilisée	28.02.2009
<u>Passifs non courants</u>								
Avantages du personnel	16 500	-249	232	-2 310	1 275	163		15 285
Sous total	16 500	-249	232	-2 310	1 275	163		15 285
<u>Passifs courants</u>								
Risques commerciaux	6 798	-121			3 920	1 600	1 478	7 519
Risques sociaux	2 483	26	16		835	1 593	314	1 453
Impôts et taxes	495				12	144	3	360
Autres	669	-351	179		2 422	53	374	2 492
Sous total	10 445	-446	195		7 189	3 390	2 169	11 824
Total	26 945	-695	427	-2 310	8 464	3 553	2 169	27 109

- Les écarts actuariels concernant les Indemnités de Départ en Retraite sont comptabilisés par les réserves consolidées.

- Il existe un litige commercial en cours dans le pôle amont du secteur volaille pour lequel le groupe a été assigné pour un montant significatif. Les dirigeants du groupe LDC, compte tenu des éléments en leur possession lors de l'arrêté des comptes et confortés par les informations en provenance de leur conseil, jugent infondées les demandes de la partie adverse et ont décidé de ne pas constituer de provision à la clôture de l'exercice.

NOTE 16 – AVANTAGES AU PERSONNEL

	28/02/2009	29/02/2008
Indemnités de départ en retraite	14 574	15 780
Médailles du travail	711	720
TOTAL	15 285	16 500

- Les principales hypothèses actuarielles retenues pour les calculs des indemnités de départ en retraite et médailles du travail sont les suivantes :

Taux d'actualisation	5,00 %
Taux d'augmentation moyen des salaires	2,60 %
Age de départ en retraite (cadres et non cadres)	60 ans.

- La loi du 4 Mai 2004 reconnaît aux salariés français un droit individuel à la formation (DIF). Les droits acquis annuellement sont cumulables sur une durée de 6 ans. Droits acquis par les salariés du groupe au 31/12/2008 : 646 196 heures.
- Le directoire en date du 22 Mai 2008 a décidé de mettre en œuvre le plan d'attribution d'actions gratuites décidé par l'assemblée générale extraordinaire du 18 Août 2005 et d'attribuer gratuitement 9 500 actions existantes que la société « L.D.C. » détient dans le cadre d'un plan de rachat d'actions. L'attribution des actions gratuites à leurs bénéficiaires ne sera définitive qu'à l'expiration d'une période de 2 ans à compter de la décision d'attribution et sous conditions de présences et de performances des bénéficiaires.

16.1. Indemnités de Départ en Retraite

Les éléments ci-dessous concernent le groupe à l'exception des filiales Espagnoles.

	28/02/2009	29/02/2008
Valeur des engagements à l'ouverture	15 780	14 506
Coût des services rendus	1 982	1 907
Coût financier	586	361
Réduction/liquidation et prestations versées	- 1 447	- 1 039
Charge de l'exercice	1 121	1 229
Ecart de conversion	-249	80
Mouvement de périmètre	232	50
Gains et pertes actuariels reconnus par les réserves	- 2 310	-85
Valeur des engagements à la clôture	14 574	15 780

NOTE 17 – EMPRUNTS

17.1. Analyse par catégories

	28/02/2009	29/02/2008
Emprunt et dettes financières auprès des établissements de crédits	14 398	7 217
Emprunt et dettes financières liés au contrat de location financement	12 305	15 560
Emprunt et dettes diverses	16 629	16 025
TOTAL	43 332	38 802

17.2. Analyse par échéance

	28/02/2009	29/02/2008
Moins de 1 an	12 627	8 979
Entre 1 et 5 ans	27 730	23 349
Plus de 5 ans	2 975	6 474
TOTAL	43 332	38 802

Risque de taux : l'endettement à taux variable du groupe étant faible, aucun instrument de couverture n'est utilisé.

NOTE 18 – AUTRES PASSIFS COURANTS

	28/02/2009	29/02/2008
Avances et acomptes sur commande	3 375	4 062
Dettes fiscales et sociales	102 419	95 340
Fournisseurs d'immobilisations	11 851	8 659
Dettes diverses	8 495	6 929
Produits constatés d'avance	2 712	3 515
TOTAL	128 852	118 505

NOTE 19 – IMPOTS SOCIETES

Une convention d'intégration fiscale existe entre les sociétés du pôle volaille.

L'intégration fiscale a généré une économie d'impôt de 218 K€.

19.1. Taux théorique de l'impôt

	2008/2009	2007/2008
Résultat avant impôt	65 520	78 514
IS exigible	25 268	24 296
IS différé	-2 644	699
Total	22 624	24 995
Taux moyen	34,53 %	31,84 %
Taux de la société consolidante	34,43 %	34,43 %

19.2. Rationalisation de la charge d'impôt

	2008/2009	2007/2008
Résultat avant impôts	65 520	78 514
Impôt théorique au taux de la société consolidante	22 559	27 035
Impôt sur déficits fiscaux non activés de l'exercice	617	61
Impôt sur déficits antérieurs utilisés non activés	-1 045	- 847
Différences de taux d'imposition entre mère et filiales	40	- 1 278
Abandon de créances sur filiales étrangères	2 040	-
Diverses réintégrations et déductions fiscales	610	218
Crédits d'impôts	-2 197	-194
Charges d'impôts	22 624	24 995

19.3. Ventilation des actifs / passifs d'impôts différés

La différence entre les impôts différés Actif et Passif figurant au bilan est de – 9 256 K€. Le détail est le suivant :

IMPOTS DIFFERES ACTIF

	2008/2009	2007/2008
Congés payés	1 069	910
Participation	2 094	1 913
Avantage du personnel	4 455	4 908
Déficits fiscaux reportables	4 440	4 400
Autres décalages temporaires	4 041	1 461
TOTAL A	16 099	13 592

IMPOTS DIFFERES PASSIF

	2008/2009	2007/2008
Amortissements dérogatoires	21 333	20 168
Juste valeur des immobilisations	2 138	2 776
Retraitement crédit-bail	1 795	1 660
Autres	89	232
Total B	25 355	24 836

Solde impôt différé A-B	(1) - 9 256	- 11 244
--------------------------------	--------------------	-----------------

- (1) Les impôts différés actif et passif ont fait l'objet d'une compensation pour une même entité fiscale.
- | | |
|--|-----------|
| Impôts différés actif présentés en actifs non courants | 4 832 K€ |
| Impôts différés passif présentés en passifs non courants | 14 088 K€ |

19.4. Rapprochement variation impôts différés / charges d'impôts différés

	2008/2009	2007/2008
Solde impôt différé net	(9 256)	(11 244)
Impôts différés passés par capitaux propres	780	-
Variation de périmètre	(455)	
Ecart de conversion sur impôts différés	331	
	(8 600)	(11 244)
Charge d'impôts différés	(2 644)	

19.5. Actifs d'impôts différés non comptabilisés

Compte tenu, à la date de clôture des comptes, du caractère incertain de leur récupérabilité, les actifs nets d'impôts non comptabilisés se rapportant à des déficits fiscaux non imputés, représentent un total de 2 567 K€.

NOTE 20 – ENGAGEMENTS DONNES ET DETTES GARANTIES

ENGAGEMENTS DONNES	Montant
Cautions données	25 459 (1)
Autres engagements	6 730 (2)
TOTAL	32 189

Les cautions sont données essentiellement par la société mère au profit de ses filiales.
Les autres engagements sont donnés par des filiales à des tiers.

- (1) Dont cautions sur emprunt et découvert 17 935 K€. caution sur engagement de crédit bail 5 689 K€, caution diverses 1 835 K€.
- (2) Dont engagements fournisseurs 2 444 K€, effets escomptés non échus 3 440 K€. Nantissement et divers 846 K€.

DETTES GARANTIES	Montant	Nature de la garantie
Emprunts auprès des établissements de crédit	8 315	Sûretés réelles
Autres dettes	8	Cautions bancaires
TOTAL	8 323	

Les emprunts de certaines filiales sont garantis par la société mère.

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Engagement de crédit bail	494
Divers	234
TOTAL	728

NOTE 21 – INFORMATION SECTORIELLE

21.1. Secteurs d'activité

	VOLAILE		TRAITEUR		ELIMINATION		TOTAL	
	28/02/2009	29/02/2008	28/02/2009	29/02/2008	28/02/2009	29/02/2008	28/02/2009	29/02/2008
Ventes externes	1 721 375	1 632 179	227 136	199 083			1 948 511	1 831 262
Ventes à d'autres secteurs intragroupe	9 723	6 534	9 379	6 981	- 19 102	- 13 515	0	0
VENTES DES SECTEURS	1 731 098	1 638 713	236 515	206 064	- 19 102	- 13 515	1 948 511	1 831 262
Amortissement / Dépréciation	41 702	42 143	8 965	8 800			50 667	50 943
RESULTAT OPERATION. COURANT	57 152	67 181	4 181	6 633			61 333	73 814
ACTIFS	802 600	791 200	160 455	147 282			963 055	938 482
PASSIFS	316 548	343 598	152 221	128 018			468 769	471 616
Investissement incorporel	1 402	800	65	51			1 467	851
Investissement corporel	44 611	47 574	10 777	6 036			55 388	53 610
Effectifs	10 212	10 723	1 658	1 509			11 870	12 232

21.2. Secteurs géographiques

	LOCALISATION DES ACTIFS				TOTAL	
	France		International		28/02/2009	29/02/2008
	28/02/2009	29/02/2008	28/02/2009	29/02/2008		
Ventes externes	1 776 195	1 650 030	172 316	181 232	1 948 511	1 831 262
Actifs sectoriels	888 328	851 878	74 727	86 604	963 055	938 482
Investissements incorporels	1 461	847	6	4	1 467	851
Investissements corporels	51 116	47 151	4 272	6 459	55 388	53 610
Effectifs	10 037	9 971	1 833	2 261	11 870	12 232

NOTE 22 – EFFECTIFS

	28/02/2009	29/02/2008
Ouvriers	9 746	10 105
Employés	1 039	1 124
Agents maîtrise	695	644
Cadres	390	359
Effectif moyen (1) (2) (3)	11 870	12 232

- (1) Contrats à durée indéterminée et déterminée des sociétés consolidées en I.G.
(2) Changement de périmètre = 241
(3) Dont effectif à l'étranger = 1 833

NOTE 23 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les parties liées sont les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance.

Le montant des rémunérations totales et avantages de toute nature alloués au titre de l'exercice aux dirigeants du groupe s'élève à 1 388 milliers d'euros.

Aucun engagement n'a été pris par la société, au bénéfice de ses mandataires sociaux, à raison de la cessation ou du changement de leurs fonctions.

Aucun crédit, aucune avance n'a été alloué aux dirigeants de la société conformément à l'article L.225-43 du code de commerce.

Le directoire en date du 22 Mai 2008 a attribué 5000 actions LDC aux dirigeants du groupe. Cette décision fait l'objet d'un délai d'attribution de 2 ans et est soumise à des conditions de présence et de performance des bénéficiaires.

NOTE 24 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

	2008/2009	2007/2008
Sinistre incendie Pologne	2 100	2 778
Dégrèvements Sociaux sur exercices antérieurs	2 709	
Autres produits opérationnels	4 809	2 778
Dépréciation des immobilisations incorporelles		
Dépréciation des Goodwills		
Restructuration secteur traiteur		
Restructuration Espagne	475	
Autres charges opérationnelles	475	-

NOTE 25 – RESULTAT FINANCIER

	2008/2009	2007/2008
<u>Coût de l'endettement financier net</u>		
. Revenus des placements et VMP	6 075	5 299
. Différence de change	-64	- 222
. Intérêts et charges financières	- 6 076	- 3 383
	- 65	1 694
<u>Autres produits et charges financiers</u>		
. Dotation et reprise dépréciation financière	- 111	- 153
. Autres produits financiers	771	473
. Autres charges financières	- 742	- 92
	- 82	228
<u>Résultat financier</u>	- 147	1 922

NOTE 26 – EVENEMENTS POSTERIEURS

- En Janvier 2009 le groupe LDC a acquis la majorité des titres de la société **ENTR'ACTE** et s'est engagé au rachat de l'ensemble des minoritaires de façon à détenir 100 % du capital au 31 Décembre 2009. Cette société a pour activité la production et commercialisation de sandwiches à destination de la grande distribution sous marque distributeur. Cette société n'a pas été consolidée au 28 Février 2009.

Les chiffres clés 2008 sont :

Chiffre d'affaires	24 532 K€
Résultat opérationnel courant	1 385 K€
Capitaux propres (31-12-2008)	2 074 K€
Endettement financier (31-12-2008)	2 007 K€
Effectif	170 personnes

- Le 25 Mai 2009, le groupe LDC a signé un protocole portant sur l'acquisition du Groupe **ARRIVE**. Cette acquisition est soumise à l'accord de l'autorité de la concurrence.

Avec un chiffre d'affaires consolidés de 561 M€ en 2008 et 2 835 salariés répartis sur 11 sites de production, le groupe ARRIVE est un des acteurs majeur du marché de la volaille en France.

Les chiffres clés 2008 (12 mois) sont :

Chiffre d'affaires consolidés	560 500 K€
Résultat opérationnel courant	2 961 K€
Capitaux propres consolidés (31-12-2008)	51 887 K€
Endettement financier net (31-12-2008)	47 096 K€
Effectif	2 835 personnes

- Après la signature d'une lettre d'intention le 19 Novembre 2008 et la réalisation des audits, le groupe LDC doit pouvoir concrétiser avant fin Juin 2009 l'acquisition du groupe Polonais **TARCZYNSKI**.

Ce groupe est spécialisé dans la fabrication de charcuterie et produits élaborés à base de porc et de volaille et réalise ses opérations commerciales auprès de grandes enseignes.

Les chiffres clés 2008 sont :

Chiffre d'affaires	65 600 K€
Résultat opérationnel courant	1 900 K€
Capitaux propres (31-12-2008)	12 400 K€
Endettement financier net (31-12-2008)	13 600 K€
Effectif	750 personnes



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Actions propres	Part du groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL
- Situation à la clôture au 28/02/2007	6 526	55 191	312 699	42 841	2 324	-	416 103	6 586	422 689
* Variation de capital de l'entreprise consolidante									-
* Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle									-
* Résultat consolidé de l'exercice				53 536			53 536	254	53 790
* Distributions effectuées				- 10 093			- 10 093	30	- 10 123
* Variation des écarts de conversion					1 163		1 163	98	1 261
* Variation des écarts actuariels			46				46		46
* Autres			56				17	814	797
* Affectation du résultat N-1			32 748	- 32 748					-
- Situation à la clôture au 29/02/2008	6 526	55 191	345 549	53 536	3 448	-	460 772	6 094	466 866
* Variation de capital de l'entreprise consolidante									-
* Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle									- 2 072
* Résultat consolidé de l'exercice				42 572			42 572	579	43 151
* Distributions effectuées				- 12 079			- 12 079	35	- 12 114
* Variation des écarts de conversion					- 2 629		- 2 629	222	- 2 851
* Variation des écarts actuariels			1 506				1 506	28	1 534
* Autres			227				227	455	228
* Affectation du résultat N-1			41 457	- 41 457					-
- Situation à la clôture au 28/02/2009	6 526	55 191	388 739	42 572	819	-	488 297	5 989	494 286

En milliers d'euros

GROUPE LDC

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers d'euros

	28/02/2009 (12 mois)	29/02/2008 (12 mois)
Résultat net de l' ensemble des entreprises consolidées	43 151	53 790
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l' activité :		
-Amortissements et provisions	52 508	54 407
-Variation des impôts différés	-2 644	699
-Plus/moins Values de cession	275	-3 963
-Quote part des Résultats des sociétés mises en équivalence	-255	-271
Marge brute d' autofinancement des sociétés intégrées	93 035	104 662
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	5 982	-43 308
Flux net de trésorerie généré par l' activité	99 017	61 354
Flux de trésorerie liés aux opérations d' investissement		
Acquisition d' immobilisations	-59 543	-68 023
Cessions d' immobilisations	2 924	13 876
Flux liés aux entrées de périmètre	-6 510	-6 801
Flux liés aux sorties de périmètre		26
Flux net de trésorerie lié aux opérations d' investissements	-63 129	-60 922
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-12 079	-10 093
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-35	-30
Augmentations de capital		
Emissions d' emprunts	8 857	1
Remboursements d' emprunts	-4 830	-8 270
Incidence des variations de capitaux propres et autres		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-8 087	-18 392
Variation des actifs courants de gestion de trésorerie	1 832	-32 545
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	29 633	-50 505
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture (note 12)	66 385	117 492
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (note 12)	95 187	66 385
Incidence des variations de cours des devises	831	602
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	29 633	-50 505

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
7, boulevard Albert-Einstein
B.P. 41125
44311 Nantes Cedex 3
S.A. au capital de € 5.497.100

Commissaires aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres

3, rue Emile Masson
B.P. 21919
44019 Nantes Cedex 1
S.A.S. à capital variable

Commissaires aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

L.D.C.

Exercice clos le 28 février 2009

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 28 février 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société L.D.C., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Votre société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill, selon les modalités décrites dans les notes 2.4 et 6 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que l'annexe donne une information appropriée. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces appréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nantes, le 23 juin 2009

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Franck Noël

Luc Derrien

COMPTES SOCIAUX

COMPTES SOCIAUX ET ANNEXES

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ACTIF*(en K€)*

	Notes	Exercice 2008/2009		Exercice 2007/2008	
		Montant Brut	Amort. & Prov.		Montant Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	(1) (2)	263	117	146	94
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	(1) (2)	838	451	386	484
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	(3) (8)	495 809	1 254	494 555	477 871
Titres de participation		422 445	1 254	421 191	404 116
Autres titres immobilisés		68 245		68 245	70 277
Autres		5 119		5 119	3 479
ACTIF IMMOBILISE		496 910	1 822	495 087	478 449
Créances clients et comptes rattachés		2 061		2 061	2 641
Autres créances et comptes de régularisation		3 905		3 905	5 213
Valeurs mobilières de placement	(6)	51 945	213	51 731	71 714
Disponibilités		3		3	5 950
Charges constatées d'avance		166		166	156
ACTIF CIRCULANT	(5)	58 080	213	57 866	85 674
TOTAL GENERAL		554 989	2 036	552 954	564 122

PASSIF*(en K€)*

	Notes	Exercice	
		2008/2009	2007/2008
Capital		6 526	6 526
Prime d'émission, de fusion, d'apport		53 533	53 533
Réserves		445 380	432 359
Résultat de l'exercice		21 536	25 100
Provisions réglementées	(8)	161	72
CAPITAUX PROPRES	(7)	527 136	517 590
Provisions pour risques		165	
Provisions pour charges		529	558
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	(8)	694	558
Emprunts et dettes financières		17 514	38 277
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 023	1 328
Dettes fiscales et sociales		6 530	6 313
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1	54
Autres dettes		56	1
DETTES ET REGULARISATIONS	(5)	25 124	45 974
TOTAL GENERAL		552 954	564 122

COMPTES DE RESULTAT du 01.03.08 au 28.02.09

(en K€)

	Notes	Exercice 2008/2009	Exercice 2007/2008
Production vendue de services		10 003	10 621
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	(9)	10 003	10 621
Reprises sur prov. amort. et transferts		203	115
Autres produits		1 198	1 094
PRODUITS D'EXPLOITATION	(9)	11 403	11 829
Autres achats et charges externes		4 570	5 825
Impôts taxes et versements assimilés		408	423
Salaires et charges sociales		4 358	3 880
Charges sociales		1 705	1 547
Dotations amortissements sur immo.	(2)	126	76
Dotations prov. pour risques et charges	(8)		76
Autres charges		24	22
CHARGES D'EXPLOITATION		11 191	11 849
RESULTAT D'EXPLOITATION		212	-19
RESULTAT FINANCIER	(9) (11)	22 814	27 855
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS		23 027	27 836
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(12)	313	-1 554
PARTICIPATION DES SALAIRES		95	67
IMPÔTS SUR LES BENEFICES	(13)	1 709	1 115
BENEFICE		21 536	25 100

ANNEXE SUR LES COMPTES DE LA SA LDC AU 28 FEVRIER 2009

Principes et méthodes comptables

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels et constituent l'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 28 février 2009 d'une durée de 12 mois, du 1er mars 2008 au 28 février 2009.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Image fidèle, comparabilité
- Régularité, sincérité
- Prudence

et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels édictées par le règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Note 1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

(en milliers d'euros)

Mouvements	Valeur au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur à la fin de l'exercice
Valeur brute				
Concessions et droits similaires	167	96		263
Matériel de transport	604	5	13	596
Matériel de bureau et informatique, mobilier	232	9		241
Immobilisations en cours	29		29	
TOTAL	1 033	110	42	1 100
Amortissements				
Amortissement des concessions et droits	74	43		117
Amortissement matériel de transport	202	65	13	254
Amortissement matériel de bureau et mobilier	180	17		197
TOTAL	456	125	13	568
Valeur nette	578			532

Note 2 - AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les amortissements sont calculés selon le système linéaire en fonction des durées d'utilisation estimées.

La valeur résiduelle est considérée comme nulle.

L'amortissement dégressif est calculé en fonction des durées d'usage communément admises.

L'écart entre l'amortissement dégressif et l'amortissement linéaire est comptabilisé en amortissement dérogatoire (provisions réglementées)

Durée d'utilité

Logiciels	4 ans
Matériel de transport	4 ou 5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	10 ans

Note 3 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET CREANCES RATTACHEES

Titres de participation :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat et les frais d'acquisition. Les frais d'acquisition sont amortis en dérogatoire sur cinq ans.

La valeur d'inventaire des titres de participation s'apprécie notamment par rapport à leur valeur d'utilité et à leur valeur de marché.

La valeur d'utilité se détermine en fonction des perspectives de rentabilité et d'activité du secteur ou de l'entreprise et de la valeur stratégique de la participation pour le groupe.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Autres titres :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

Mouvements de l'exercice	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice
Titres de participations	404 803	17 642		422 445
Créances rattachées	70 276	10 573	15 448	65 401
Autres titres immobilisés	1	(1) 2 852		2 853
Actions propres (2)	3 478	2 072	(3) 440	5 110
TOTAL	478 558	33 139	15 888	495 809
Amortissements et provisions				
Titres de participation (4)	687	567		1 254
Créances rattachées	0		0	0
TOTAL	687	567	0	1 254
VALEUR NETTE	477 871			494 555

(1) Gage espèce de 2 844 K€ pour garantir un emprunt souscrit par la société Drosed.

(2) L'assemblée générale ordinaire du 13 août 2008 a donné l'autorisation au Directoire d'opérer en bourse sur ses propres actions dans les conditions fixées aux articles L-225-209 et suivants du Code de commerce. Le nombre de titres auto détenus est de 106 400 actions.

(3) Il a été attribué 9 500 actions gratuites (46,31 € l'action). Les actions, affectées au plan d'attribution gratuites d'actions, ont été reclassées en valeur mobilière de placement pour 440 K€. A la clôture, une provision pour charge de 165 K€ a été comptabilisée correspondant à l'étalement de la charge sur la période d'attribution.

L'attribution des actions gratuites à leurs bénéficiaires ne sera définitive qu'à l'expiration d'une période de deux ans à compte de la décision d'attribution et sous conditions de présence des bénéficiaires et de performance du groupe.

(4) Les provisions sur titres ont été ajustées en fonction de la comparaison de la valeur nette comptable et de la valeur d'utilité déterminée selon la méthode des « cash flow actualisés »

- La provision de 687 K€ sur les titres Aves LDC Espana a été complétée par une dotation supplémentaire de 567 K€.

Note 4 - ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros)

	Entreprises liées	Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation
Immobilisations financières	492 886	69
Créances	5 110	
Dettes	17 394	
Produits financiers	27 011	
Charges financières	5 067	

Note 5 - CREANCES ET DETTES

Les créances de l'actif circulant sont à moins d'un an et valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Etat des échéances des dettes :

(en milliers d'euros)

DETTES	Montant Brut	Degré d'exigibilité du passif		
		A 1 an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Dettes financières (1)	17 514	17 411	103	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 023	1 023		
Dettes fiscales et sociales	6 530	6 435		95
Dettes diverses	57	57		
TOTAL	25 124	24 927	103	95

(1) Dont associés groupe : 17 314 K€

Note 6 - VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Le poste de valeurs mobilières est constitué :

- De certificats de dépôt et de billets de trésorerie
- D'OPCVM dont la valeur de marché est proche de la valeur comptable. Elles sont enregistrées à leur coût d'achat. Lorsque le cours de bourse est inférieur à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Note 7 - CAPITAUX PROPRES

Le capital social s'élève à 6 525 902 €, divisé en 8 157 378 actions ordinaires de 0,80 €.

Variations des capitaux propres

(en milliers d'euros)

Au 29/02/2008	517 590
Distribution de dividendes	-12 079
Variation provisions réglementées	89
Résultat de l'exercice	21 536
Au 28/02/2009	527 136

Note 8 - PROVISIONS

(en milliers d'euros)

Nature des Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Amortissements dérogatoires	72	105	16	161
TOTAL	72	105	16	161
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour pensions et oblig. Similaires	558		30	529
Autres provisions pour risques et charges		165		165
TOTAL	558	165	30	694
Provisions pour dépréciation				
Sur immobilisations financières	687	567		1 254
Sur valeurs mobilières de placement	122	91		213
TOTAL	809	658	0	1 467
TOTAL GENERAL	1 439	929	46	2 322
Dont dotations et reprises	- d'exploitation		30	
	- financières	823		
	- exceptionnelles	106	16	

Provisions pour avantages au personnel : Les provisions pour indemnités de retraite et médaille du travail sont calculées en utilisant la méthode rétrospective des unités de crédit projetées et soumises à charges sociales.

Les hypothèses actuarielles retenues sont :

- Taux de rendement : 5 %
- Taux de réévaluation des salaires (inflation comprise) : 2,60 %

Note 9 – ACTIVITE DE LA SOCIETE

La société LDC, en tant que société mère, a plusieurs activités :

- Une activité financière de prise de participations et gestion de celles-ci,
- Une activité gestion des marques et brevets pour le compte du groupe,
- Une activité d'animation du groupe.

Ces différents services ont été rémunérés en 2008/2009 de la façon suivante :

- Chiffre d'affaires	Activité d'animation	6 227	K€
	Prestation media	3 664	K€
- Produits divers	Redevance de marque	1 198	K€
- Produits financiers	Dividendes reçus	24 141	K€

Note 10 – PERSONNEL

a) Ventilation par catégorie de l'effectif moyen salarié

	Total
Cadres	36
Agents de maîtrise	5
Employés	4
	45

b) Rémunération des dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction et surveillance : 1 388 K€.

c) Droit individuel de formation

Droits acquis par les salariés au 31/12/2008: 3 114 heures

Note 11 - RESULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	2008/2009	2007/2008
- Dividendes reçus	24 141	18 347
- Autre résultat financier sur participation	(1) - 2 716	(2) 8 339
- Produits placement	1 397	1 181
- Autres	- 8	- 12
	22 814	27 855

(1) Dont dotation aux provisions sur les titres Aves LDC Espana 567 K€ et abandon de compte courant AVES pour 4 500 K€

(2) Dont reprise de provision sur les titres Drosed : 6 843K€.

Note 12 – RESULTAT EXCEPTIONNEL

En milliers d'euros	2008/2009	2007/2008
- Sur opérations de gestion	(1) 402	(2) - 1 474
- Autres	- 89	- 80
	313	- 1 554

(1) En produit, activation de la clause de retour à meilleure fortune LTA pour 391 K€

(2) Annulation retour à meilleur fortune LTA de 1 769 K€, activation de la clause de retour à meilleure fortune Tompain pour 36 K€ et LTA pour 259 K€

Note 13 – IMPOTS SUR LES SOCIETES

a) Répartition du montant global de l'impôt sur les bénéfices propre à la société

- Résultat courant	3 317 K€
- Résultat exceptionnel	-1 471 K€
- Crédit d'impôt	<u>- 10 K€</u>
	1 836 K€

b) Accroissement et allègement de la dette future d'impôts propre à la société

- Accroissement de la dette future d'impôts	54 K€
- Allègement de la dette future d'impôts	202 K€

c) Informations relatives au régime de groupe (régime art. 223 A à U du CGI)

LDC est la société mère d'un groupe fiscalement intégré composé des sociétés du pôle volaille clôturant au 28.02.09.

- Durée d'application de l'option

L'option a été formulée avec effet au 1^{er} mars 2003.

- Modalités de répartition de l'impôt sur les sociétés assis sur le résultat d'ensemble

Méthode de réallocation des déficits

La société mère crédite immédiatement la filiale déficitaire de l'économie qu'elle réalise en utilisant tout ou partie de son déficit, la filiale déterminant au cours des exercices ultérieurs sa charge d'impôt sans tenir compte des déficits déjà utilisés par la société mère.

- Informations relatives à l'impôt comptabilisé

Economie d'impôt réalisée par l'intégration fiscale : 127 K€

Note 14 - ENGAGEMENTS DONNES ET DETTES GARANTIES

<u>Engagements donnés</u>	
- Avals, cautions et garanties donnés	19 093 K€
. dont fournisseurs	0 K€
. « financements	19 093 K€
dont concernant :	
. les filiales	19 093 K€

Note 15 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Les risques de change et de taux étant faibles, la société ne fait pas appel aux instruments financiers de couverture.

Note 16 - LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

En milliers d'euros

Dénomination	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat	Quote-part Dividendes	Val. Brute Titres	Val. Nette Titres	Prêts, avances	Cautions	Chiffres d'affaires	Résultat	Date de clôture
FILIALES A PLUS DE 50 %										
SASU LDC VOLAILLE	126 534	173 373	100 % 24 041	292 603	292 603	0	0	0	22 443	28/02
SASU LDC TRAITEUR	21 000	15 688	100,00 %	63 554	63 554	12 190		0	-529	31/12
SAS HUTTEPAIN ALIMENTS	831	13 515	100,00 %	36 279	36 279	12 560		93 828	-44	31/12
Groupe DROSED (Pologne)	2 215	15 465	99,68 %	27 610	27 610			192 948	3 271	31/12
SL AVES LDC ESPANA (Espagne)	2 325	-1 210	100,00 %	2 325	1 071	7 856		0	-248	31/12
FILIALES DE 10 A 50 %										
SA SASSO	640	5 852	10,00 % 100	61	61			3 688	171	30/09
SARL AGRIFRANCE (sans activité)	NS	NS	33,33 %	8	8					

ABCD

KPMG Audit
7, boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes Cedex 3
France

Ernst & Young et Autres

3, rue Emile Masson
BP 21919
44019 Nantes Cedex 1
France

LDC S.A.

**Rapport des commissaires aux
comptes sur les comptes
annuels**

Exercice clos le 28 février 2009
LDC S.A.
ZI de Saint Laurent - BP 88 - 72300 Sablé sur Sarthe
Ce rapport contient 16 pages
Référence : FN-092-127

KPMG Audit
7, boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes Cedex 3
France

3, rue Emile Masson
BP 21919
44019 Nantes Cedex 1
France

LDC S.A.

Siège social : ZI de Saint Laurent - BP 88 - 72300 Sablé sur Sarthe
Capital social : € 6 525 902

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 28 février 2009

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 28 février 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société LDC S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 3 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la dépréciation des titres de participation.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche mise en œuvre par votre société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Nantes, le 23 juin 2009

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Franck Noël
Associé

Nantes, le 23 juin 2009

Ernst & Young et Autres

Luc Derrien
Associé

DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES



L. D. C.
LAMBERT DODARD CHANCEREUL



DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2008-2009

Mesdames, Messieurs,

J'atteste à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

**Le Président du Directoire
Denis LAMBERT**



Z.I. St-Laurent - B.P. 88 - 72302 SABLE Cedex

Tél. : 02 43 62 70 00 - Fax Administratif : 02 43 92 34 18

S.A. au capital de 6 525 902,4 € à Directoire et Conseil de Surveillance

S.I.R.E.T. 576 850 697 00029 - R.C. Le Mans N° intracommunautaire FR 32 576 850 697 NAF 7010 Z